



# TRIBUNE

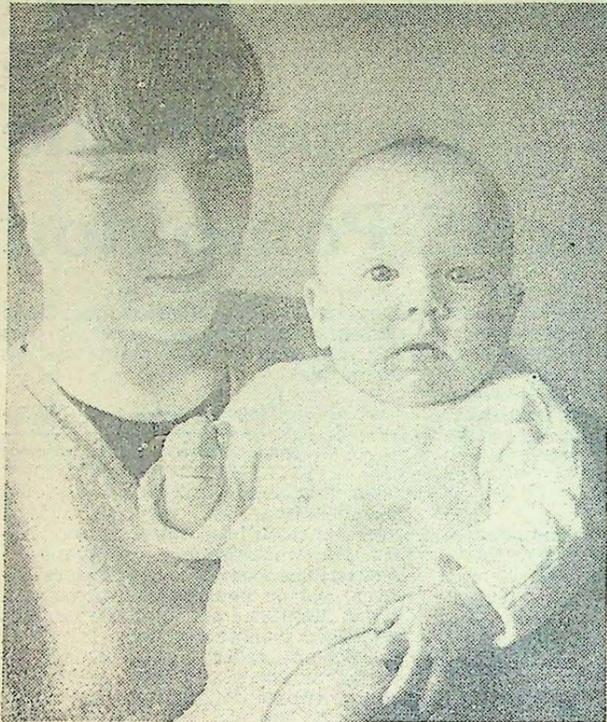
Hebdomadaire du parti

# Socialiste unifié

N° 100

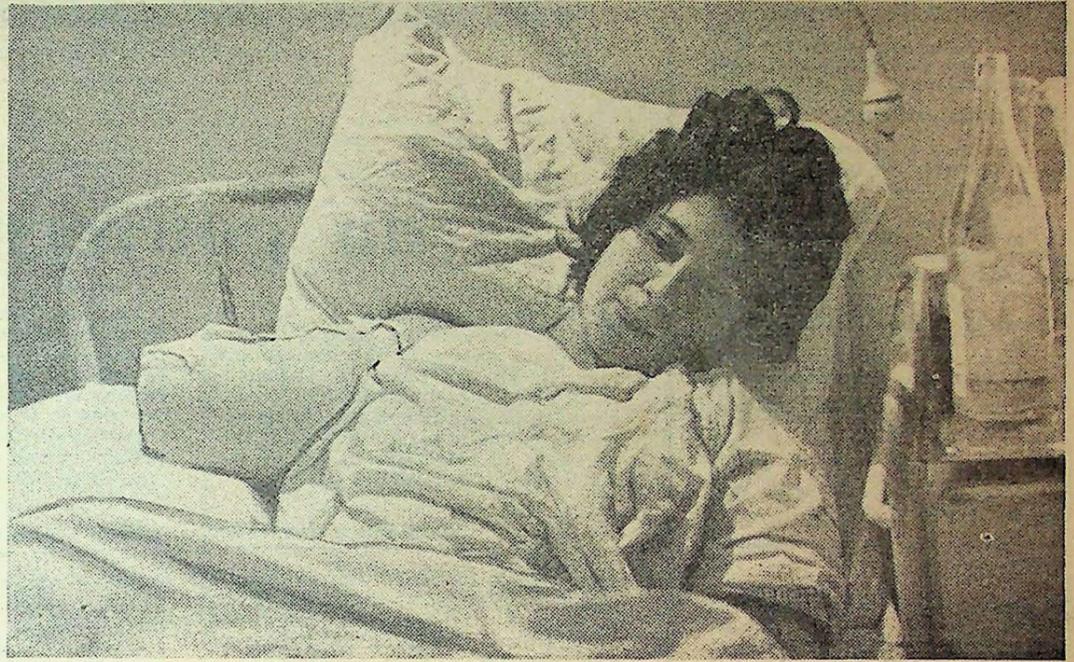
5 MAI 1962

PRIX : 0,40 NF



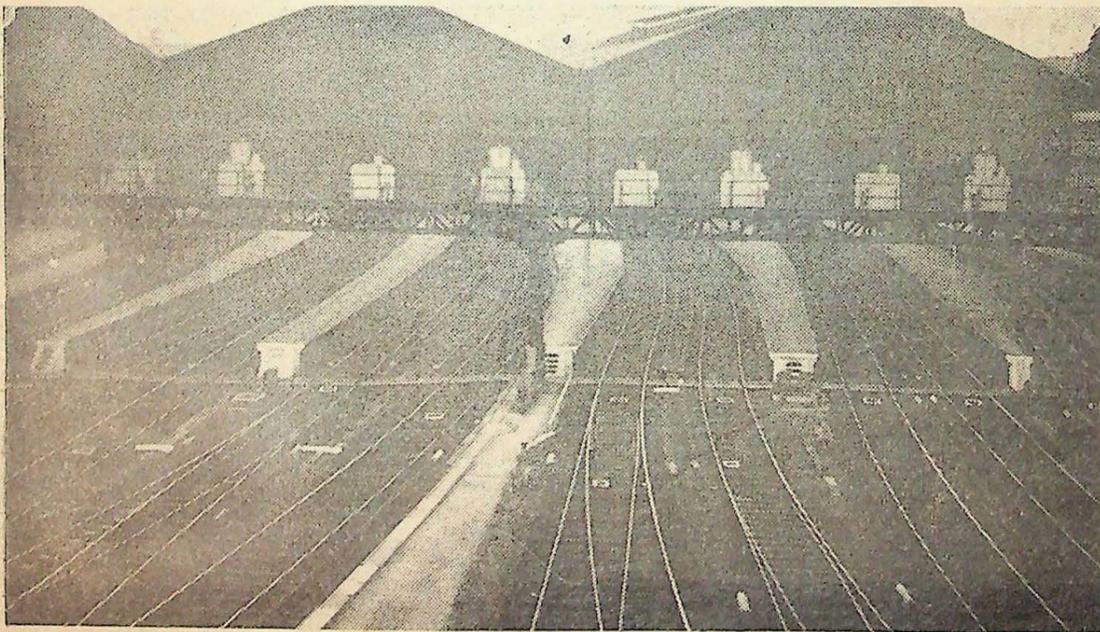
(Blie Kagan)

Pourquoi le contrôle des naissances ?  
(pp. 5, 6, 7, 8).



L'O.A.S. continue, les otages de M. Pompidou ne sont pas ceux qu'on pense (p. 3). (Agip)

Pas d'escamotage pour le  
procès Salan (p. 3)



La « grogne » des cheminots (p. 12).

(A.D.P.)



(Agip)

La Banque au pouvoir (pp. 2-3).



Pour protester contre la reprise des essais nucléaires (voir p. 9), les 14.000 de la marche d'Aldermaston.

(Koystone)

Mardi 24

L'ectoplasme

Nous recueillons le propos d'un monsieur, lecteur du « Figaro », qui dit ceci :

« Le P.S.U. n'est rien : (En effet).

— J'ai pu constater dans le compte rendu des résultats des dernières élections au Conseil général que le P.S.U. n'avait pu obtenir cent mille voix dans toute la France.

En effet, c'est très peu.)

— Je ne comprends pas l'intérêt que vous portez à cette organisation...

(Nous non plus).

— Vous n'ignorez pas que ce groupuscule qui fait figure d'un état-major sans troupe...

(François Mauriac parlait avec beaucoup d'à-propos d'un ectoplasme pour dire la même chose, à savoir qu'il...)

— ...sera de plus en plus appelé à devenir — et il l'est déjà.

(Alors, vous voyez !)

— Un satellite du parti bolchevique français.

(Eh bien, dites donc !)

— Allons, le « Figaro » doit rester sérieux ! ».

(Cela nous paraît nécessaire.)

Mercredi 25

La maison du Parlementaire

On relève la coïncidence de la présentation à l'Assemblée nationale du nouveau gouvernement et de la proposition à cette Assemblée d'un nouveau local.

Les locaux actuels ne se prêtent pas à une « activité » parlementaire rationnellement organisée », ainsi que l'expose d'ailleurs son président.

M. Chaban-Delmas a expliqué que les locaux étaient trop petits. Il a dit ensuite que les institutions seraient réadaptées à la vie moderne. Il faudrait donc des locaux différemment aménagés.

Si les fonctions du Parlement se modifient, et avec elles ses méthodes de travail, il faut que la disposition de ses locaux facilitent l'exercice de ses fonctions.

Ceci est admis partout.

On reconnaît aussi que de Gaulle souhaite faire table rase du passé.

Une nouvelle maison de retraite pour les vieux parlementaires édifia, par exemple, face au palais du C.N.I.T. poserait en effet l'efficacité de la démocratie sur des bases entièrement nouvelles.

France Sud-Est : la grève

Les causes de la généralisation rapide du mouvement de la grève déclenchée subitement dans le Sud-Est sont-elles connues ?

« Combat » invite à y voir « une forme buissonnière d'indiscipline civique » que les opposants au régime ont choisi d'adopter, à l'occasion d'une injustice mineure. Des élections législatives consécutives au référendum auraient donné un exutoire normal à ce désir d'évasion ainsi manifesté par les travailleurs.

Si cette analyse est contrôlée par des faits, il faudra retenir

(Suite page 4.)



Reclamer l'intervention des troupes algériennes dans les villes.

(A.D.P.)

# La politique du gouvernement Pompidou

**L**E discours-programme de M. Pompidou de la banque Rothschild a été sans surprise. Malgré l'imprécision des termes et l'amabilité du ton, il a clairement signifié qu'il était temps de passer aux affaires sérieuses et que le régime entendait faire payer le cessez-le-feu en Algérie aux classes populaires.

**Bilan d'une démission**

Le suicide de la IV<sup>e</sup> République en mai 1958, c'est-à-dire la démission des principaux partis qui se trouvaient au pouvoir à l'époque, aboutit donc au bilan suivant :

— Quatre années de guerre en plus, alors qu'avant son investiture, M. Pompidou laissait entendre qu'il était prêt à négocier avec le F.L.N. ;

— le renforcement du rôle de l'Armée dans la vie politique et sociale, bien que ce soit une armée presque toujours en déroute depuis plus de vingt ans ;

— le rétrécissement constant des libertés démocratiques, et au bout du compte, la perspective de la continuité d'un pouvoir paternaliste, autoritaire, absolument libéré de tout contrôle démocratique, y compris bourgeois.

Essayons maintenant d'examiner plus en détail ce programme gouvernemental, tout imprécis, qu'il apparaisse au premier abord.

**De vagues promesses**

Sur le plan social, M. Pompidou est resté très évasif. Il a, certes, indiqué que le gouvernement ne chercherait pas à s'opposer à une augmentation du S.M.I.G. et pratiquerait une politique nationale des revenus en tenant compte de la stabilité monétaire et de la nécessité de l'expansion économique, mais il n'est pas besoin de réfléchir longtemps pour se rendre compte que le régime veut limiter ses concessions au minimum, et cela dans le cadre déjà limité qui est prévu par le IV<sup>e</sup> Plan (maintien de la durée actuelle du travail et augmentation des salaires inférieure à l'augmentation réelle de la productivité) : les promesses qui sont faites, aux fonctionnaires et aux travailleurs du secteur public, sont si vagues, qu'elles ne constituent pas véritablement un engagement.

En fait, le gouvernement semble bien décidé à maintenir le taux des salaires le plus bas possible pour s'assurer au détriment des classes populaires les meilleures bases de départ au sein du Marché commun qui devient une de ses préoccupations dominantes.

**Le fondé de pouvoir des classes dominantes**

En ce domaine d'ailleurs, il faut s'attendre à des développements nouveaux qui nous mèneront vraisemblablement assez loin de la querelle sur « l'Europe des patries » et sur « l'Europe fédérale », puisqu'il s'agit sur le fond de régler des problèmes tels que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté Européenne et celui de la définition d'une politique économique d'ensemble face aux autres pays occidentaux et aux pays du Tiers Monde. La participation du M.R.P. au gouvernement indique, s'il en était besoin, que pour cela, le régime est prêt

à faire des concessions à des secteurs de la bourgeoisie jusqu'alors hostiles à une politique trop nationaliste. Sur ce point, il ne manquera point d'agir comme un véritable fondé de pouvoir des classes dominantes, en arbitrant entre les différentes tendances bourgeoises et non en imposant a priori une ligne quelconque.

**Une misérable manœuvre**

En ce qui concerne l'Algérie, M. Pompidou a été beaucoup moins sibyllin, sans doute parce que le problème est plus immédiat. En annonçant la suspension de la libération des détenus F.L.N., il a clairement montré que, pour le régime de la V<sup>e</sup> République, le cessez-le-feu continuait à être la poursuite de la guerre avec d'autres moyens et que la lutte contre l'O.A.S. qui continue ses ratiotades n'était pas plus importante que la lutte pour maintenir le F.L.N. dans les limites fixées par les accords d'Evian.

En Algérie, pourtant, la situation se présente de telle façon que les accords tant à cause de la résistance de la population européenne qu'à cause de la mauvaise volonté de certaines unités de l'armée française, se trouvent dépassés. Face aux résistances, les réactions des masses algériennes balayent peu à peu toute une série de garanties que le néo-colonialisme a voulu s'octroyer. On ne peut donc exclure certaines crises et il faut rester vigilants sans se laisser impressionner par l'aspect juridique des accords (1).

**Accroissement des dépenses militaires**

Sur la politique étrangère, M. Pompidou a, par contre, été beaucoup plus discret.

Il a réaffirmé la fidélité de la France au pacte atlantique, mais derrière cette discrétion et cette fidélité, il n'est pas difficile de découvrir l'aspect belliciste et réactionnaire de la politique de nos gouvernants. Dans son discours, M. Pompidou nous a rappelé que la politique de la force de frappe atomique reste toujours une des préoccupations dominantes du régime et que selon toute vraisemblance, les dépenses militaires, malgré la fin de la guerre d'Algérie, iront en augmentant chaque année. L'absence des habituelles déclarations antisoviétiques ne doit pas non plus faire illusion, puisqu'on apprend qu'à peu près au même moment, M. Hervé Alphand, notre ambassadeur à Washington, s'élève contre d'éventuelles concessions à Berlin et se prononce pratiquement contre toute détente.

**Vers un régime présidentiel sans contrôle réel**

Il faut signaler, enfin, que le discours-programme a été couronné par quelques allusions voilées à une réforme des institutions allant dans le sens d'un régime présidentiel, mais sans Parlement digne de ce nom, c'est-à-dire vers une forme de régime autoritaire sans aucun contrôle digne de ce nom lui aussi. M. Pompidou a sans doute essayé d'enrober cette pilule amère pour les vieux routiers de la politique « à la Paul Reynaud » sous des paroles lénifiantes promettant

l'application de la Constitution. Mais personne ne s'y est trompé et ne s'est fait d'illusions sur la réalité de ces promesses.

**Un Parlement ergoteur sans solution de rechange**

On comprend qu'après toutes ces manifestations de mépris profond pour la piétaille parlementaire, l'Assemblée nationale ne se soit guère enthousiasmée pour les perspectives offertes par le nouveau gouvernement. Elle a manifesté son mécontentement tant à la tribune que dans les votes. Il faut se garder cependant d'attribuer à ce fait plus d'importance qu'il n'en a réellement. Si l'on excepte les communistes qui ont rappelé leurs thèses sur « la rénovation démocratique », il faut bien constater que les opposants n'offraient rien de bien progressiste, bien au contraire, face à la ligne du gouvernement. Partisans de l'Algérie française ou de la surenchère atlantique (y compris la S.F.I.O.), ils n'ont à aucun moment proposé et offert le début d'une solution de rechange et sont apparus simplement comme des ergoteurs, fondamentalement d'accord avec le gouvernement sur l'essentiel, mais soucieux de défendre des situations acquises. Les timides remarques de M. Leenhardt (S.F.I.O.) (2) sur la politique sociale du gouvernement, ne changent pas grand chose à ce tableau.

**A la gauche de rassembler les énergies latentes**

Faut-il en conclure que les perspectives d'une opposition conséquente au régime sont mauvaises ? Non, car malgré les résultats du dernier référendum, il est bien évident que les classes populaires sont de plus en plus critiques à l'égard du régime. L'enthousiasme qui pouvait exister en 1958 a fait place à un esprit frondeur de plus en plus prononcé.

Le problème qui se pose aux organisations politiques de gauche et aux syndicats est de rassembler les énergies latentes qui existent dans les classes populaires en leur proposant une véritable perspective de changement, de transformation profonde des structures politiques, économiques et sociales. Ce n'est pas en proposant de lutter surtout pour une Assemblée constituante ou pour un gouvernement chargé de régler les affaires les plus urgentes qu'on mobilisera véritablement les forces de gauche. C'est en fait en proposant un programme global qui rompe délibérément avec l'équilibre actuel — sur le plan politique en prévoyant les formes les plus démocratiques d'expression des masses (combinaison de la démocratie représentative et de la véritable démocratie directe à l'échelon des entreprises et des localités) ; sur le plan économique en portant des coups décisifs aux grands monopoles ; sur le plan social, en donnant l'hégémonie aux classes populaires dans la discussion des grands problèmes — que s'ouvrira une véritable perspective de rénovation : celle de la démocratie socialiste.

J.-M. Vincent.

(1) Le rapatriement des troupes françaises doit devenir maintenant une de nos préoccupations fondamentales. Nous devons aussi réclamer l'intervention des troupes algériennes dans les villes.  
(2) Qui a donné un brevet de bonne conduite à M. Pompidou sur l'Algérie.

## EDITORIAL

# Bataille sociale chance du Front Socialiste

**D**E la grève de la S.N.C.F. et du discours d'investiture de M. Pompidou, on ne sait trop lequel répond à l'autre. Le discours comportait — entre autres choses — le désir de rassurer les grévistes, mais la grève — à l'avance — indiquait le scepticisme des travailleurs devant des promesses qui font partie du folklore des investitures depuis de Gaulle comme auparavant.

Grèves et discours ne relèvent pourtant pas d'une simple chronique des coïncidences ni ne constituent un simple épisode.

Avec Pompidou, le régime tente de sortir de sa période transitoire, celle durant laquelle il n'existait — comme toute vie politique — que par rapport à la crise algérienne, pour s'installer dans la réalité économique et sociale actuelle. Des réformes de structure apparaissent nécessaires dans tous les domaines : agriculture, distribution, entreprises industrielles, enseignement. Ces réformes, il s'agit à la fois de les imaginer et de les réaliser, c'est-à-dire, pour prendre les virages nécessaires, de faire des efforts financiers considérables. C'est-à-dire aussi de trouver dans le pays les hommes, les groupes sociaux capables d'en être les supports.

Quand le régime est né, la crise était déjà aiguë, les institutions économiques et sociales apparaissaient plus incohérentes que jamais et les perspectives ouvertes par le rythme du progrès technique accentuaient les défauts de la vieille machine capitaliste et de son appareil administratif et politique. Le gaullisme se proposait d'être l'animateur politique des transformations nécessaires.

Ses actes n'ont certes pas répondu à cette prétention. Il voulait résoudre le problème de l'école en dispersant des crédits qui auraient dû être non seulement augmentés, mais concentrés : il l'a aggravé. En matière agricole, il a fallu une véritable révolte paysanne pour qu'il promette. Mais, là encore, entre les promesses et les réalisations, il y a place pour les demi-mesures : l'audace technique de Pisani s'arrête aux frontières sacrées de la propriété privée.

Quant aux salariés, ils ont largement profité de l'expansion, dit Debré. Pas tous, ajoute Pompidou qui entend cueillir des lauriers de ce côté-là. Une chose est toutefois certaine : ce qu'ils ont eu a été arraché par l'action

par PIERRE BELLEVILLE

revendicative qui, de six mois en six mois, vient secouer l'indifférence de l'Etat pour son personnel et la tentation du patronat privé de s'abriter derrière les consignes du pouvoir.

L'échec social est donc patent, mais la fin de la guerre d'Algérie offre une seconde chance au régime. De Gaulle a chargé Pompidou de la jouer. Dans les prochaines semaines, et surtout à l'automne, rendez-vous, projets de réformes, avec à la clef les habituelles références au IV<sup>e</sup> Plan, vont se multiplier. Les problèmes scolaires seront résolus sur le papier, voire en quelque lycée-pilote : le désir des agriculteurs de diriger eux-mêmes leurs affaires sera flatté de diverses manières et les syndicats ouvriers se verront bombardés, outre de rendez-vous, de propositions de collaboration variées. L'intéressement aux entreprises, cette pierre angulaire de l'édifice social gaulliste, va ressortir des tiroirs en version rajeunie. Les syndicats sont contre, « l'avant-garde » du patronat et des grands techniciens estime déjà la chose dépassée, le gros des patrons s'en moque. Mais le régime y tient...

**I**L y a quatre ans, la classe ouvrière eût pu s'y laisser prendre. Aujourd'hui, les syndicats sont prévenus et les travailleurs sceptiques. Au-delà des revendications de salaires, une grève comme celle de la S.N.C.F. fait apparaître une protestation d'ensemble contre la condition faite aux ouvriers. Non seulement un plus grand nombre d'entre eux se méfient des propositions du régime, mais ils prennent un peu plus conscience de la nécessité de réformes fondamentales. C'est pourquoi le terrain social sera dans les prochains mois celui des principales batailles politiques. S'il ne s'agissait, en effet, que de revendications de salaires, le pouvoir pourrait se contenter de gagner du temps. Le jeu des négociations longues, alternant avec les durcissements, des satisfactions partielles étayant les promesses échelonnées peut, nous le savons, sinon désarmer les syndicats, du moins ébaouiser une action.

Mais si les syndicats d'ouvriers, d'agriculteurs ou d'enseignants, demandent plus que des satisfactions immédiates, alors la situation change.

A notre congrès de Clichy, nous affirmions que l'opposition au régime, la préparation de sa succession, exigeaient la création d'un Front socialiste. Nos efforts dans ce sens se sont ordonnés autour de l'action pour la paix en Algérie. Là, s'opéraient les prises de conscience, les essais unitaires.

Aujourd'hui, l'effort pour le Front socialiste doit être transporté sur le terrain social. Il ne consistera pas à opposer d'abord nos principes au régime, mais à l'attaquer à l'occasion de chacun de ses projets, à en démontrer les mécanismes, à en montrer les pièges ou le caractère mystificateur, à opposer à ces fausses réformes nos propres projets et notre propre programme. Nous en jetons aujourd'hui plus complètement les bases, mais nous le précisons, à chaque occasion, dans un dialogue avec ceux qui, dans chaque centrale syndicale, dans chaque groupe social, constituent l'élément moteur, ceux qui mènent parallèlement l'action revendicative et une réflexion sur les structures qui ne peut conduire qu'à l'action politique. Le gaullisme, pour s'enraciner, doit les assimiler ou les neutraliser. L'avancée du Front socialiste doit l'empêcher d'y parvenir. Critiquer impitoyablement les projets du régime, indiquer les déficiences de chacune de ses réalisations et en faire le tremplin des revendications économiques allant plus loin que les précédentes, coordonner dans une contestation d'ensemble les critiques partielles, dans un programme de transition d'ensemble nos propositions partielles, doit permettre de réaliser cette avancée.

Le sort du gouvernement Pompidou, malgré quelques apparences, ne se jouera pas au Parlement, pas plus que celui du gouvernement Debré en septembre 1961. Il importe assez peu que de nombreux députés houdent : nous savions — tout le monde savait — que de nombreux « oui » du référendum ne pouvaient être pris pour de l'argent comptant. Quelques menaces, quelques silences de l'Élysée auront raison de l'opposition parlementaire.

C'est une raison de plus pour que nous fassions le maximum pour donner un contenu socialiste à la bataille. Si elle ne dépassait pas le niveau des revendications, un échec de Pompidou pourrait donner le pouvoir à quelque équipe de replâtrage. Si, au contraire, à travers chaque revendication, apparaît la nécessaire réforme de structure, alors apparaîtra aussi la nécessité de transformations politiques profondes, et les vraies raisons qu'a notre parti de s'opposer, non seulement au gaullisme, mais à toutes les opérations de rajeunissement du capitalisme.

# DES OTAGES... ET DES AUTRES

**L**E 27 avril, au cours du débat sur son investiture, M. Pompidou a indiqué qu'en vue d'obtenir le règlement du problème des militaires français disparus ou prisonniers du F.L.N., « le gouvernement a suspendu la libération des prisonniers F.L.N. pour avoir en main un gage solide ».

Cela peut sembler normal quand on oublie que, chaque jour, l'O.A.S. impunément tue quelques dizaines d'Algériens et de Français libéraux, incendie, plastique (la destruction systématique de la maternité du docteur Larrière, à Oran, a duré plusieurs heures), vole de l'argent, des armes, des effets militaires.

Mais on ne peut oublier la timidité des réactions des responsables de l'ordre devant les exactions de l'O.A.S. ni les conditions dans lesquelles s'effectue souvent la libération des prisonniers F.L.N. : transférés en Algérie pour la plupart, sans tenir compte des attaches familiales ou professionnelles qu'ils peuvent avoir en France.

Nous sommes les premiers à souhaiter que les militaires français prisonniers de l'A.L.N. soient libérés mais la bonne manière d'y parvenir n'est pas de prendre des otages. Elle est de respecter les accords passés : de réduire l'O.A.S., d'assurer la libération des prisonniers algériens dans des conditions humaines.

Voici ce que nous apprend la femme — résidant en France — d'un Algérien anciennement détenu à Saint-Martin-de-Ré : « Contrairement à ce qu'on leur avait dit au départ, on ne les a pas libérés... on les a dirigés sur la prison de Barberousse où la majorité des gardiens sont pour l'O.A.S. et ne s'en cachent pas ».

En somme, ce « gage solide » dont parle M. Pompidou, c'est aux mains des gens de l'O.A.S. qu'il le remet. Et l'on comprend que notre correspondant puisse ajouter : « Je crains ce qui peut se passer car les frères sont à bout de nerfs... ». Si par mauvaise volonté ou bêtise, on ne s'attache pas, du côté français, à régler de façon humaine le problème de la libération des prisonniers, qu'on ne vienne pas pleurnicher sur le mauvais vouloir de « ceux d'en face » ni surtout s'indigner si quelque jour ils perdent patience.

Semblable et différent, le problème des Français frappés pour leur lutte contre la guerre d'Algérie continue malheureusement de se poser. Plusieurs prévenus ont été mis en liberté provisoire. Mais tous les condamnés restent en prison. Certains, comme Ohrant et Coquet, ont été frappés par leurs gardiens (le 22 avril). Des centaines de jeunes hommes restent voués à l'exil ou à la clandestinité pour avoir refusé de faire la guerre au peuple algérien. De Robert Bony à

Beuve-Méry et Jules Roy en passant par Pierre-René Wolf et Pierre Brisson, de bonnes âmes s'emploient à intercéder pour Jouhaud, pour Jouhaud qui, avec Salan et quelques autres, fournissent à l'Algérie son bain de sang quotidien. Mais eux, les anticolonialistes français, eux qui ont lutté pour la dignité de l'homme — la nôtre aussi bien — on les oublie...

Un Français, libéré de Fresnes, me disait tout à l'heure le peu d'échos rencontrés par ses nombreuses lettres à la presse pendant ses 18 mois de détention. C'est atterrant.

Que les bourgeois veuillent sauver Jouhaud (et, demain, Salan) c'est normal. Mais les autres, ceux qui ne sont pas des bourgeois, ceux qui se placent du côté des travailleurs, qu'attendent-ils pour donner de la voix ? De la voix... et du geste ?

Le régime gaulliste a profité des accords d'Evian pour amnistier les tortionnaires. Malgré l'insistance du G.P.R.A., il n'a rien fait pour les Français anticolonialistes. C'est clair, non ?

Souvenons-nous que « l'on n'obtient que ce que l'on impose ». Souvenons-nous aussi des milliers de punis pour délits politiques et militaires de la guerre d'Indochine, laissés à leur sort et oubliés. L'action entreprise à Lyon sur l'initiative de 18 organisations et commencée par une conférence de presse, une distribution de tracts et une campagne d'inscriptions, est un fait extrêmement positif. A Paris, on s'organise pour en faire autant. Il faut que cela se fasse partout. Il est trop facile de ne rien faire en se disant que ce qu'on pourrait faire serait inutile.

Albert Roux.

P.S. — A propos, cette proposition de loi des groupes communistes en faveur de l'amnistie aux anticolonialistes français, quand la discute-t-on ?

Le Front de Solidarité à la Révolution Algérienne communique :  
« A l'appel du Front de Solidarité à la Révolution Algérienne, près d'un demi-millier de personnes ont manifesté pendant une heure autour de la Santé, le 1<sup>er</sup> mai 1962.  
« Cette manifestation avait pour but d'exiger la libération des Français détenus pour le soutien qu'ils ont apporté à la lutte du peuple algérien, ainsi que l'amnistie pour les déserteurs, les insoumis et les militants poursuivis.  
« Quelques minutes après la distorsion de la manifestation, la police est intervenue avec sa brutalité coutumière, frappant plusieurs participants et un journaliste britannique qui photographiait la scène. »

## LE PROCÈS SALAN :

# CÉLÉRITÉ (et SÉVÉRITÉ), oui ÉTOUFFEMENT, non

**L**E pouvoir, dit-on, ne veut pas laisser trainer l'affaire Salan. Mais célérité et sévérité ne doivent pas signifier étouffement et procès bâclé. On connaît la tactique adoptée par Salan : il est resté obstinément muet devant le juge d'instruction parce qu'il n'a pas obtenu l'assurance que l'on citerait comme témoins trente-huit personnes qu'il a désignées. On reconnaît bien là la manière de l'un de ses défenseurs, M<sup>r</sup> Tixier-Vignancour. Qu'il s'agisse pour l'accusé et pour les avocats d'utiliser toutes les ressources de la procédure pour trainer en longueur, pour provoquer des incidents, au besoin pour tenter d'exercer un chantage sur certains hommes du régime et sur le régime lui-même, ou finalement pour se poser en victime d'une justice expéditive, — voilà qui ne fait aucun doute.

Cela dit, nous ne saurions, pour la raison que nous combattons l'O.A.S. dont Salan fut le chef, que nous ne sommes nullement enclins à l'indulgence et que nous ne voulons pas voir l'affaire s'enliser dans la procédure et les atermoiements, nous ne saurions nous résigner à un escamotage. Que le procès vienne rapidement, que la procédure d'instruction soit menée rondement, soit ! Mais les débats des audiences doivent être d'une ampleur telle que l'opinion publique n'ait pas le sentiment qu'on a tout fait pour éviter d'aller au fond des choses.

Salan va être jugé pour deux affaires : d'une part son activité comme chef de l'O.A.S. pendant un an ; d'autre part, sa participation au putsch d'avril 1961.

Force est de reconnaître que, s'agissant de la seconde, Salan a raison lorsqu'il dit : « Le premier acte de violence n'émanant pas du F.L.N. est l'affaire dite « du bazooka ». Cette affaire est reliée à un important complot dont la réussite exigeait mon assassinat. Il est impossible de comprendre les événements qui ont suivi et d'expliquer ma position sans que ces faits aient été éclaircis... Les événements du 13 mai sont, pour une part, inintelligibles si des témoins ne sont pas entendus pour définir la portée des engagements pris, des responsabilités assumées pour l'avenir par chacun, et ainsi dégager les mobiles des actions futures. »

Il serait normal, en effet, que l'on entendit des témoins comme Debré, Castillo, (que l'on ne s'est pas pressé de juger si rapidement, lui qui est un des principaux acteurs de l'affaire du bazooka), La Malène, le général Dulac (dont nous rapellerions la semaine dernière le rôle joué, selon Soustelle, en mai 58), Chaban-Delmas, etc. Le putsch d'avril 1961 n'est pas le coup de tête d'un quarteron de généraux : il a trouvé, on l'a vu, de nombreuses complicités dans l'armée ; il a eu l'appui de la très grande majorité des Européens d'Algérie ; il a eu des ramifications en France même.

Tout cet ensemble complexe ne s'est pas développé par génération spontanée. Il doit être expliqué au grand jour. Non point pour permettre à Salan et à ses semblables de trouver des circonstances atténuantes : rien ne saurait conduire à l'indulgence pour l'action de l'O.A.S. et

(Suite page 4)

(Suite de la page 2)

de ce « mouvement syndical » anormal, que :

1° Une grève, pour réussir ne doit pas être déclenchée obligatoirement sur un mot d'ordre des Centrales Parisiennes ;

2° La grève peut devenir l'aveu de la part du travailleur syndiqué d'un sentiment de frustration vis-à-vis du gouvernement qui néglige ses capacités ;

3° Une très grande initiative doit être laissée aux syndicats locaux, puisque la capacité de prendre l'initiative existe.

Et voici le plus important :

Les travailleurs français sont capables de se mettre en grève pour un autre motif que celui d'une augmentation de salaires.

Le travailleur français est capable parfois de risquer la perte de son emploi pour réclamer l'exercice total de ses droits.

Vendredi 27

Est-Ouest

Les U.S.A. ont repris leurs exercices nucléaires.

Il est vraisemblable que l'U.R.S.S. sera conduite à faire de même. Les deux parties se trouvant ainsi renvoyées à leur champ de tir respectif, la conférence sur l'arrêt des expériences nucléaires est interrompue.

La reprise des exercices nucléaires par les U.S.A. leur permet de compléter leurs « suffragants » : les Philippines, la Thaïlande et l'Amérique Latine sont favorables à la reprise de ces exercices. Tandis que le Proche-Orient, l'Afrique et le Sud-Est Asiatique, Japon y compris — c'est-à-dire le reste du monde non américain — sont défavorables à cette reprise.

La conférence sur le désarmement ne s'est pas séparée pour autant. Et il semble que l'U.R.S.S. ne soit pas décidée à la hâter.

Au contraire.

Il est question d'un pacte de non agression OTAN (Europe de l'Ouest) — Pacte de Varsovie (Europe de l'Est).

En même temps qu'apparaît un arrêt de l'U.R.S.S. sur le front de Berlin. Comme si l'attitude des U.S.A. avait déterminé l'U.R.S.S. au maintien de l'état.

Une raison est avancée pour cet arrêt de l'U.R.S.S. derrière le mur de Berlin : les expériences atomiques et spatiales finissent par grever trop lourdement son budget.

Ainsi se comprendrait la non-suspension de la conférence sur le désarmement : l'U.R.S.S., — comme les U.S.A. semble-t-il — aurait besoin de tarir les dépenses d'armement qui nuisent à l'équilibre intérieur de son économie, partant, à celui de ses rapports avec la Chine.

Les U.S.A. de M. Kennedy sont-ils devenus aujourd'hui les plus forts ?

Puisqu'ils reprennent leurs expériences.

Cette reprise voudrait dire que, désormais, ce n'est pas la qualité, ni la quantité des armements qui importent.

Mais au contraire, la persévérance qu'il est possible à un budget d'y apporter.

Cette hypothèse semble vérifiée par le fait qu'il apparaît de plus en plus improbable que ces armements puissent jamais être employés.

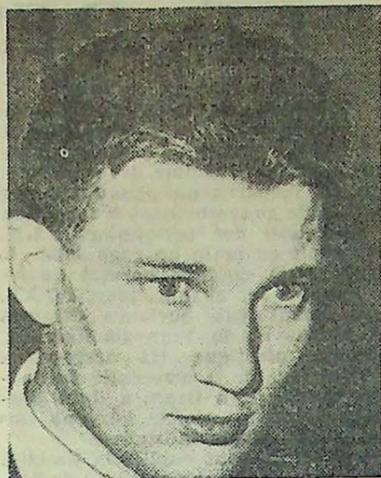
Quelles conclusions pourraient-elles être tirées aujourd'hui de cette nouvelle situation ?

1°) M. Kennedy a-t-il joué la défaite pour obtenir la victoire ? A-t-il accepté l'échec de ses expériences spatiales dès le départ, en ne misant que sur la possibilité de les prolonger plus longtemps que celles de l'U.R.S.S. ?

Ce serait là une méthode d'efficacité politique nouvelle qui apparaîtrait. Et avec elle, une philosophie : celle du pessimisme lucide.

(Suite col. 4)

U.N.E.F. PRUDENCE et RÉFLEXION



(Keystone.)

François LEMELLEUR

C'EST pendant la guerre d'Algérie que l'U.N.E.F. a pris sa place au milieu des syndicats et des organisations démocratiques.

L'ancienne « minorité » posait la guerre d'Algérie comme l'obstacle principal aux revendications essentielles du monde étudiant ainsi que comme une atteinte aux valeurs fondamentales que le syndicalisme universitaire s'était donné comme devoir de défendre.

Parallèlement, mais sans paraître au grand jour à cause du problème algérien, l'expérience du mouvement étudiant s'est élargie par la cogestion des œuvres, le développement de l'action sociale et l'approfondissement des revendications universitaires, comme la réforme de l'Enseignement et l'allocation d'études.

L'efficacité dans ces domaines des militants et responsables syndicaux allait placer le mouvement étudiant, à partir de 1958, à côté des organisations syndicales et politiques. Cependant, la nouvelle forme du régime n'allait plus désormais faciliter le progrès des formes traditionnelles d'interventions auprès des Pouvoirs publics tandis que, dans le même temps, la guerre d'Algérie prenait le pas sur les autres problèmes.

C'est ainsi que l'audience et le dynamisme de l'U.N.E.F. augmentaient et le syndicat étudiant était la première des grandes organisations françaises à reprendre — seule d'abord, puis celles des autres centrales syndicales — un contact officiel avec l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens) puis avec l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens).

Or cette année, comme le soulignait Dominique Wallon, président sortant de l'U.N.E.F., dans son rapport d'activité, le mouvement étudiant s'est trouvé en face de deux événements importants :

— La signature des accords d'Evian était au mouvement étudiant l'un de ses principaux objectifs et ainsi, le problème algérien n'était plus qu'un problème parmi tant d'autres ;

— Face aux attaques dont elles fut l'objet de la part du gouvernement : atteinte aux sursis, retrait de la subvention, brimade envers son président, création artificielle d'une organisation rivale, la F.N.E.F. (Fédération Nationale des Etudiants de France), amenant la rupture de la parité dans la cogestion au Centre National des Œuvres (C.N.O.) et des scissions locales dans quelques associations générales d'étudiants — il lui fallait organiser sa défense.

Le dynamisme de l'U.N.E.F. sur un point particulier, la signature du cessez-le-feu, et les atteintes qui lui ont été portées ont provoqué une coupure de la « minorité » qui, à cause d'un manque de réflexion sur la conception et l'avenir du syndicalisme étudiant, s'est manifestée sur des problèmes de personnes à propos de la

présidence du nouveau bureau de l'U.N.E.F. plutôt que sur des options du syndicalisme étudiant.

D'une part, il y a Jean-Claude Polach (président de l'Association Générale des Etudiants en Médecine de Paris) qui a défendu avec beaucoup de brio le thème suivant :

L'U.N.E.F. doit être animée d'un souci de cohérence interne et consciente de ses responsabilités nationales à l'égard des organisations politiques et syndicales et doit donc utiliser sa dynamique actuelle acquise au cours de sa lutte pour la paix en Algérie à cette fin.

D'autre part, il y a ceux qui estiment qu'il est plus urgent de structurer et faire réfléchir le mouvement étudiant pour ne pas laisser se creuser une coupure entre le bureau de l'U.N.E.F. qui aurait une politique d'avant-garde et la masse des étudiants.

La majorité du congrès a compris que les deux positions n'étaient pas irrémédiablement contradictoires en ne prenant pas position nettement pour l'une ou pour l'autre : en effet, il n'y a pas eu à Reims de motion d'orientation générale nouvelle, aucune option importante n'a été prise et la composition du bureau laisse voir que l'U.N.E.F. a décidé de faire un énorme travail de réflexion et de formation avant de se définir par rapport à l'une ou l'autre ligne sans pour cela arrêter toute action et se replier sur elle-même.

Le congrès n'est, en effet, pas en retrait sur celui de Caen. Sur un certain nombre de principes et options abordés à Caen, il s'est défini et a précisé sa position : par exemple, il a insisté sur la nécessité d'une revendication élaborée et efficace face au problème de la participation au Plan. D'autre part, le congrès a mis en place des structures nouvelles pour permettre un travail de réflexion et d'élaboration d'une ligne d'action au cours de cette année. C'est ainsi qu'ont été créés les secrétariats d'études attachés aux vice-présidences « Intérieure », « Universitaire » et « Santé » pour travailler sur :

- la planification démocratique ;
— une participation plus poussée au Plan ;
— la démocratisation de l'enseignement ;
— un projet d'allocation d'études ;
— la gestion directe et la cogestion ;
— la coopération technique avec les pays nouvellement indépendants.

Or ce travail ne veut pas se faire en vase clos : le congrès a insisté sur la nécessité de travailler et de réfléchir avec les syndicats enseignants, ouvriers et paysans. Sur les problèmes de la jeunesse, il semble que l'U.N.E.F. veuille préciser ses positions et se servir de sa situation particulière au sein des mouvements de jeunesse. Les A.G. ont reçu sur ce point un mandat précis pour travailler effectivement avec tous les mouvements de Jeunesse.

En réalité, ce que nous pouvons retirer de ce congrès, c'est que la majorité des délégués ont pensé que l'orientation définie par Polach, à savoir que l'U.N.E.F. doit parvenir à une prise de conscience globale sur les problèmes généraux au niveau national tels que la planification démocratique, l'aménagement du territoire, etc., était juste, mais que les cadres et les militants de l'U.N.E.F., a fortiori la masse des étudiants, ne sont ni suffisamment formés ni suffisamment informés. Le bureau élu traduit l'ensemble de ces préoccupations et le mandat précis qu'il a reçu est principalement de continuer à agir sur le plan national dans le cadre où l'U.N.E.F. agitait déjà mais en accompagnant cela d'un énorme travail de réflexion et de formation. C'est un bureau de transition, un bureau de réflexion.

Claude Alain.

Le procès Salan (Suite de la p. 3)

de son chef. Mais un tel procès, c'est évident, est un procès politique. A ce titre, il intéresse l'opinion publique tout entière. Celle-ci est en droit de réclamer qu'à cette occasion, toute la lumière soit faite sur les événements qui ont provoqué toute la série de rébellions d'Algérie, étroitement liées les unes aux autres.

A ces raisons de fait, s'ajoute pour nous une raison de principe. Quel que soit l'accusé, quels que soient ses crimes, nous ne pouvons tolérer qu'un procès se déroule dans des conditions suspectes, sans les garanties traditionnelles pour les inculpés.

N'étant point juriste, nous ne disputons pas sur la question de savoir si les magistrats instructeurs avaient ou non le droit de procéder comme ils l'ont fait. Mais le président du Haut Tribunal militaire aura le pouvoir, lui, de convoquer les témoins cités par Salan.

Il faut que ces témoins, tous ces témoins soient entendus.

Nous voulons le châtiment exemplaire et rapide des coupables et des crimes commis. Mais nous voulons aussi la manifestation de la vérité.

De toute la vérité.

Robert Verdier.

2°) L'unification de l'Allemagne ne pourra-t-elle finalement s'obtenir qu'à partir d'une unification plus large ? Celle des deux Europes : du NATO (Europe de l'Ouest) et du Pacte de Varsovie (Europe de l'Est) ?

Celle-ci n'étant permise que par un rapprochement de plus en plus étroit entre les deux puissances qui les régissent : les U.S.A., l'U.R.S.S.

3°) A l'échelle de la France, que se passe-t-il ?

Kennedy se refuse maintenant à lui communiquer tous renseignements nucléaires de quelque ordre qu'ils soient. Autrement dit, la France est invitée à ne plus chercher à se définir contre l'U.R.S.S. ou contre les U.S.A. Elle est renvoyée à l'Europe.

4°) L'Europe se trouverait ainsi à l'origine d'une réunification globale.

Puisqu'elle se trouverait conduite à recueillir en elle les deux tendances contradictoires qui divisent le monde d'aujourd'hui : la tendance soviétique et la tendance américaine.

Elle trouverait ainsi une raison de se constituer dans l'impossibilité de construire, en marge de l'U.R.S.S. et des U.S.A., ce qui est la source de toutes les discordes : une force d'anéantissement comparable à celle de ces deux puissances.

5°) Ce pourrait être l'objectif des partis nouveaux que de promouvoir une politique sur ces bases.

6°) Il est de fait que dans certains partis politiques français, dirigeants et militants se posent sans cesse le problème : comment maintenir réunies les tendances les plus opposées et les plus exacerbées qui n'ont décidé de rechercher des formes d'action commune que pour pouvoir lutter efficacement contre le fascisme. C'est-à-dire contre le nationalisme. C'est-à-dire contre la ségrégation entre les races, les intérêts, les religions. C'est-à-dire pour l'unification.

Lundi 30

1er Mai

Le premier mardi de mai.

Certaines entreprises ont accordé le lundi à leurs employés. D'autres, aux plus anciens seulement. Les autres entreprises, enfin, n'ont pas fait le pont.

Certains travailleurs connaissent des amis qui ne font pas le pont. Ou bien qui le font. Comme eux. Ou non.

On convient alors que le caractère de la Fête du Travail est tombé en désuétude.

On donne au 1er Mai un autre objet : le repos du travailleur. C'est-à-dire sa fête.

Du côté patron, on voit dans cette modification un signe de la satisfaction des classes laborieuses ; on dit que l'ouvrier préfère prendre sa voiture et s'en aller au muguet, au lieu de rester à Paris pour manifester...

— Voyez-vous s'ils travaillent les ouvriers ! Le jour de la fête du travail, ils ne font rien. Et après, ils réclament un mois de congés payés !

Le Premier Mai aurait donc pu être célébré, cette année, le 30 avril.

A Stockholm, cette année, le premier jour du mois de mai n'a pas eu lieu. Le mois de mai a commencé le 2. Le Premier Mai est un jour hors du temps : le jour de la liberté.

Gustave de Suède accueille Ben Bella.

Bernard Cornille.

Fiche de documentation

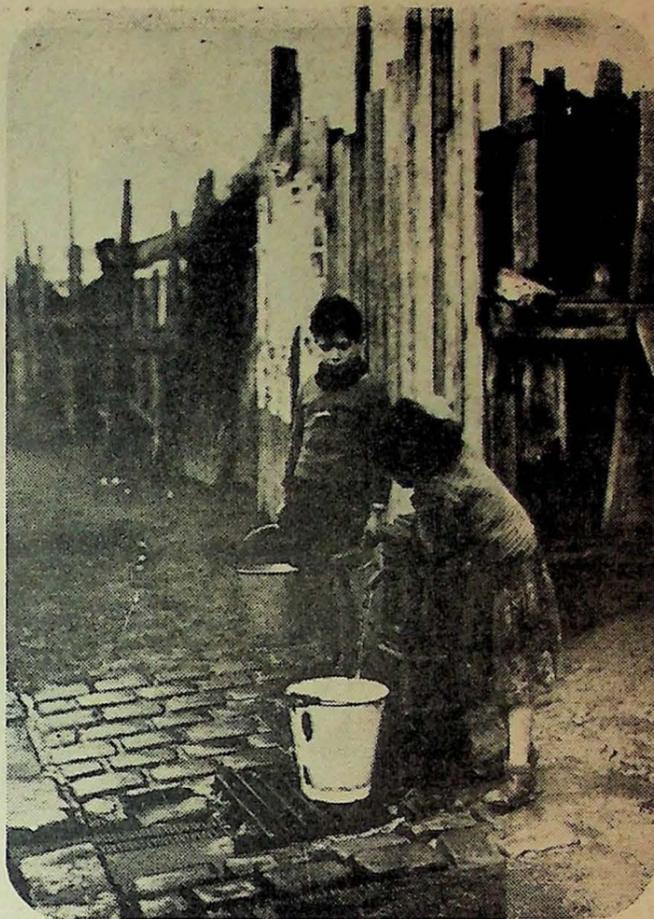
L'abondance des matières nous oblige à remettre à la semaine prochaine la fiche de documentation : « Aspects d'ensemble du Marché commun ».



(Fournier-Schlegel.)

Une « œuvre humaine » :

— des enfants heureux.



(Dellus.)

« Des conditions de vie insupportables pour tous ».

## Un secteur d'arriération

QUAND les féministes réclamaient au début de ce siècle le droit de vote pour les femmes, c'est-à-dire l'accès à la citoyenneté, l'égalité civique avec les hommes, leur exigence était celle de toute une catégorie défavorisée, opprimée, injustement lésée. Néanmoins, le droit de vote n'était pas une revendication spécifiquement féminine dans la mesure où d'autres catégories sociales, les jeunes de dix-huit à vingt et un ans, par exemple, ou les soldats, auraient pu également la poser.

Le droit au planning familial, lui, qui est de nos jours la grande revendication des femmes sur le plan non plus politique mais humain et social, apparaît au premier abord comme une exigence spécifiquement et strictement féminine puisqu'il s'agit des femmes qui conçoivent, portent et mettent au monde les enfants, puisqu'elles sont le plus directement frappées par les interdictions de la loi de 1920. Et pourtant, cette conquête n'est pas l'affaire des seules femmes. Elle intéresse la société tout entière.

Le jour où l'humanité cessera de procréer au hasard, où la jeunesse cessera d'être hantée par la peur des « enfants malgré nous », il est certain que ce sont les femmes au premier chef qui se sentiront libérées. Fondamentalement libérées. Car la condition première de toute liberté consiste à en avoir fini avec le souci inhérent aux besoins les plus élémentaires. Un être humain — homme ou femme — menacé de mourir de faim ne peut pas être libre. Une femme obsédée par la crainte de la grossesse ne le peut davantage. C'est pourquoi Simone de Beauvoir a écrit que « la liberté de la femme commence au ventre ». Il faut ajouter que, dans le cas des femmes, l'opinion publique a toujours eu tendance à diviniser ou, tout au moins, à moraliser, l'aveuglement de la nature en considérant celles qui cherchaient à éviter la procréation ou pour qui, simplement, la venue d'un enfant n'était pas, en toute circonstance, le plus grand bonheur possible, comme des femmes « dénaturées ». Pour finir, l'idée, assez répandue, chez les hommes, que ces choses

ne les concernent pas ou que les femmes fécondes « ne savent pas se débrouiller », achevait de persuader les femmes qu'elles étaient à tout jamais asservies à l'espèce, le poids de la réprobation sociale se superposant à celui de la nature comme pour barer toutes les issues. C'est pourquoi, même si le planning familial ne devait bénéficier qu'aux femmes, ne libérer que les femmes, celles-ci auraient les meilleures raisons de lutter pour l'obtenir car leur lutte ne serait pas autre chose qu'une lutte pour leur dignité humaine et leur autonomie.

Mais en fait, cette lutte n'échappe pas à la loi de toute lutte qui veut qu'en se battant pour eux-mêmes, les opprimés se battent aussi pour les autres. Et, dans le cas envisagé, ces « autres » sont d'abord les êtres les plus proches et les plus chers : l'homme et les enfants.

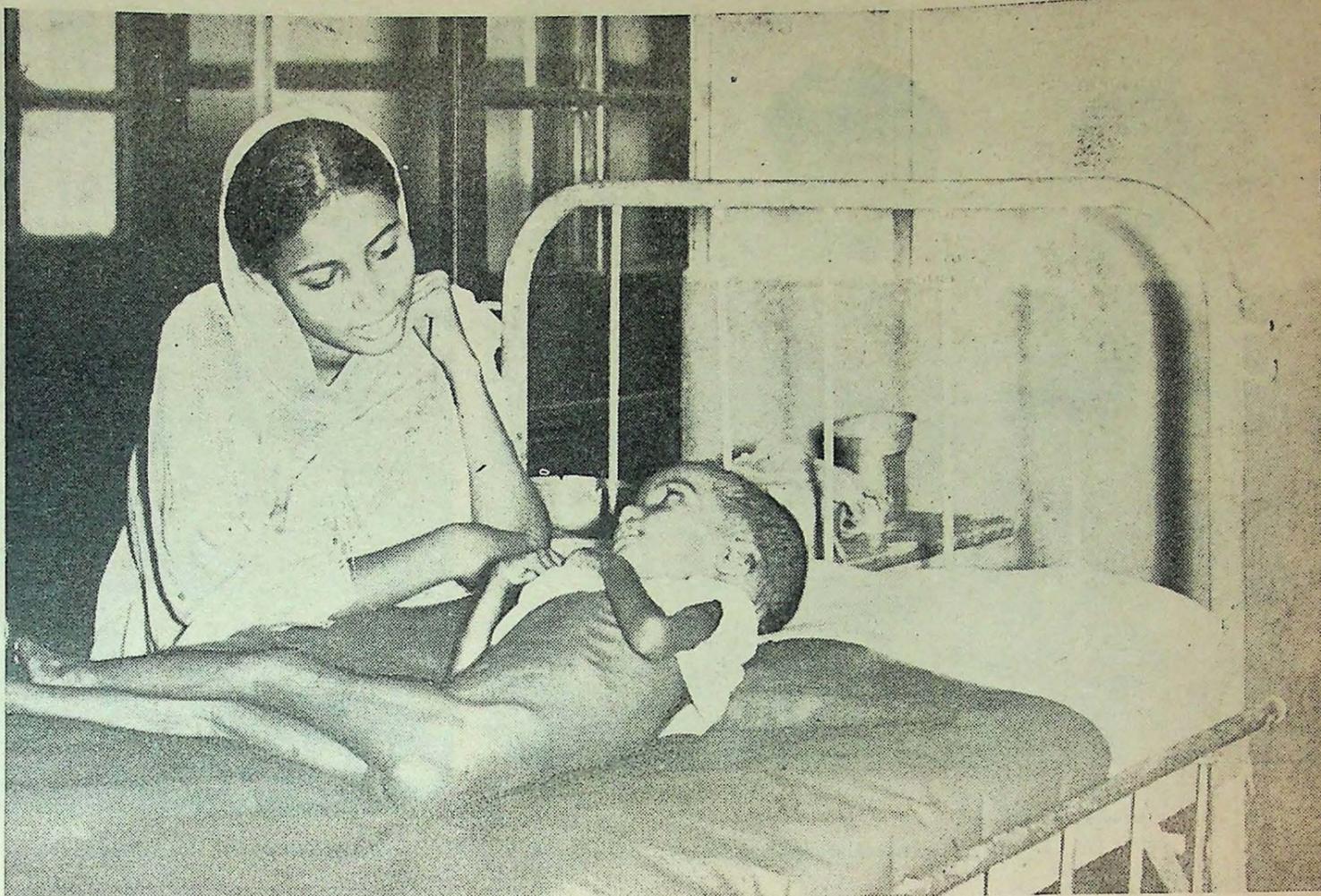
La possibilité pour un couple de décider du moment où naîtra l'enfant, d'échelonner les naissances, en regard à la situation financière du ménage, aux nécessités de la poursuite des études du père ou de la mère, aux dimensions du logement, etc., conditionne la santé et l'équilibre de tous. Quand on lit les innombrables observations recueillies par la doctoresse Weill-Hallé, si dramatiques dans leur banalité, leur quotidienneté, on est bien obligé de constater que l'épuisement de la mère par les grossesses successives, le surmenage des deux parents pour subvenir aux besoins et à la marche de la maison, l'entassement de la famille dans un local exigü créent des conditions de vie insupportables pour tous. Les naissances trop rapprochées sont préjudiciables à la santé des enfants, la fatigue physique des parents et l'usure nerveuse de tous sont une source de conflits permanents et bien souvent de ruptures définitives. De leur côté, les psychiatres et les psychanalystes connaissent bien ces cas de frigidity féminine dus à l'angoisse d'une nouvelle grossesse ainsi que les cas de névrose infantile, de retard scolaire chez les enfants non désirés que la mère tantôt frustre d'un amour dont ils ont besoin, tantôt, au contraire, opprime

d'un amour excessif, tâillon et désordonné parce qu'elle se sent coupable d'avoir accueilli ces enfants comme des intrus.

La crise que traverse de nos jours la famille est certainement rendue plus aiguë par la crise du logement, la crise de l'enseignement, l'absence d'une organisation des loisirs de l'enfant, mais elle est due d'abord à une prolifération qui trouve les parents désarmés puisqu'ils n'ont pas les moyens d'y introduire l'ordre et l'harmonie. Ce n'est pas à proprement parler le nombre des enfants qui accable les parents, c'est le fait qu'ils naissent trop tôt et trop rapprochés. Quand un couple fonde une famille, il croit faire « œuvre humaine ». Mais une œuvre où ne peuvent intervenir ni la prévision, ni le libre choix des créateurs et qui finit par se retourner contre les intentions de ses créateurs, n'est qu'une caricature d'œuvre.

Les récits de la doctoresse Weill-Hallé, l'extension du mouvement pour le planning familial dans notre pays, la constitution des premiers centres de planning familial prouvent que les femmes ont commencé à prendre conscience non seulement du bien-fondé de leur revendication mais aussi de l'importance de leur lutte, qu'elles se sont décidées à prendre en charge tout un secteur de la vie et de la civilisation dont nul n'avait jusqu'ici revendiqué la responsabilité.

Depuis que l'humanité existe, elle n'a cessé de violer dans tous les domaines la prétendue sacro-sainte règle de vie qui consiste à « laisser faire la nature ». Dans tous les domaines, hormis celui de la procréation. Et tant que les femmes sont apparues comme les seules victimes, il faut avouer que les hommes ont pris assez aisément leur parti de ces choses. Mais dans un monde où le nombre des habitants, la longévité, la concentration urbaine ne cessent de s'accroître, il devient évident que hommes, femmes et enfants, tous, sont aujourd'hui victimes de ce secteur d'arriération. Le moment est donc venu de franchir l'étape.



« La misère et la faim... dans notre âge de merveilles technologiques »

(Unicef.)

# ASPECTS DEMOGRAPHIQUES ET PHILOSOPHIQUES DU PLANNING FAMILIAL

**P**ARCE qu'elle intéresse l'homme en tant qu'individu, avec ses instincts, sa morale, ses idéologies religieuses ou politiques, sa pathologie, son affectivité, aussi bien que l'homme collectif, avec ses problèmes sociaux, politiques, économiques, la contraception représente un champ clos où s'affrontent autant d'opinions diverses qu'il est d'angles possibles d'analyse des questions qu'elle soulève.

Point n'est place ici de nous livrer à leur étude exhaustive. Aussi me contenterai-je de discuter les raisons des deux principales oppositions qu'elle rencontre dans notre pays : celle de l'Eglise catholique et celle des démographes.

Vue d'un point de vue purement physiologique, la sexualité est une fonction au même titre que la digestion. Et si cette dernière est indispensable à la conservation de l'individu, celle-là est indispensable à la survie de l'espèce.

Pour l'Eglise catholique, la fonction sexuelle s'inscrit dans un ordre voulu par Dieu : « Les organes sexuels, objectivement considérés, sont à la fois des organes d'union et de génération. Tout est conçu pour rendre possible la fécondation. Toutefois, la nature elle-même met des li-

mites à la fécondité, limites liées à certaines périodes du cycle menstruel, limites provenant de l'âge (après la ménopause, etc.). L'union peut donc ne pas être féconde. Mais la nature de l'acte reste la même, et, objectivement parlant, c'est le même acte d'union qui est générateur. Cette loi, inscrite dans la chair de l'homme, l'Eglise veut qu'elle soit observée sans exception : quand il y a union, aucun obstacle volontaire ne doit être apporté aux possibilités de fécondation. Cette loi ressortant de la nature humaine, telle que Dieu l'a créée, il ne peut y avoir d'exception en ce domaine. » (R.P. Tesson, S. J., exposé fait à Paris aux membres de l'Action Catholique Ouvrière.)

C'est ce qui fondait Pie XI, en 1930, dans l'Encyclique « De casti connubii », à décider que : « si l'épouse désire faire une injection « post coïtum », le mari s'y opposera de toute son autorité. Si le mari se sert de préservatifs, l'épouse a le devoir de s'opposer à l'acte conjugal comme s'il s'agissait d'un viol, et si elle n'y parvient pas, elle devra se défendre de toute délectation volontaire ».

Certes, Pie XII devait se montrer moins absolu que son prédécesseur lorsqu'il dé-

clarait en 1951 dans son allocution aux sages-femmes au « Fronte della Famiglia », que le foyer domestique ne devait pas être confondu avec un simple laboratoire de biologie, et reconnaissait le légitime plaisir des époux.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible d'être d'accord avec cette définition de la nature de l'acte sexuel humain. Pour Pierre Maury, président du Conseil national de l'Eglise Réformée de France, la beauté de la vie humaine implique qu'on la prenne au sérieux. Cette attitude peut s'exprimer dans une limitation de la fécondité. En effet, « la différence entre le mariage humain, tel que les croyants doivent le reconnaître et le vivre, et l'accouplement des animaux, tient précisément à ce qu'engendrer est, pour un homme, un acte responsable ».

Or, la définition de la fonction sexuelle, pour la Hiérarchie, se réfère uniquement à la conformation et au fonctionnement des organes génitaux. Il est difficilement possible d'imaginer une interprétation plus matérialiste des faits, bien surprenante de la part de l'Eglise qui, dans tous les autres domaines, ne cesse d'affirmer la primauté du spirituel et condamne le

matérialisme dialectique pour ce qu'il se fonde sur le seul aspect matériel des choses.

En fait, l'acte sexuel est, de toutes les fonctions de l'homme, celle qui se trouve le plus étroitement liée à son intellectua- lité. De ce point de vue, l'homme se situe dans la nature comme le couron- nement du règne animal. Quand on étu- die le comportement sexuel à travers les espèces depuis les plus élémentaires jus- qu'aux plus complexes, on observe une évolution qui conduit du comportement purement instinctif avec ses règles im- muables, à l'intelligence conceptuelle et logique qui confère à l'homme son empire sur la nature et le sépare profondément des animaux, même les plus évolués.

Dans sa définition de la « loi natu- relle », l'Eglise ne tient aucun compte de la nature psychique de l'être humain et de ses conséquences.

Plus : elle invoque une notion éton- namment instable : celle de loi naturelle. Aucune conception du monde et de ce que l'on appelle ses lois n'existe en dehors de l'homme et de la perception qu'il en a à un moment donné. C'est à travers un mo- ment de sa connaissance qu'elles sont fixées. Or, l'expérience du progrès scienti- fique modifiant à chaque instant cette connaissance, l'oblige continuellement à réviser les conséquences qu'il en tire.

Il a découvert, entre autres, qu'en dehors du mouvement des saisons et des phéno- mènes météorologiques, il est déterminé par des lois économiques qui l'obligent plus durement qu'aucune autre ; jusqu'à une date récente, les sciences sociales avaient sous-estimé le rôle des facteurs démographiques, c'est-à-dire des varia- tions qualitatives et quantitatives de l'élé- ment humain, dans la vie des commu- nautés.

Aujourd'hui, les relations entre les phé- nomènes de population et l'évolution des sociétés donnent lieu à des recherches sans cesse approfondies ; les rythmes de natalité, de mortalité, les niveaux de fé- condité, les taux de croissance démogra- phique font l'objet d'études de plus en plus poussées.

On constate que les progrès de la mé- decine, entraînant une diminution de la mortalité et des épidémies ainsi qu'un ac- croissement de la longévité, aboutissent à une multiplication des masses humaines particulièrement dramatique dans les collectivités sous-développées qui ne li- mitent pas les naissances, et où leur taux s'établit autour de 40-45 % (celui des na- tions dites civilisées, ou évoluées, ou en- core industrialisées, se situant autour de

15-20 %) : la misère et la faim s'y accroissent en proportion et, dans notre âge de merveilles technologiques, les deux tiers de l'humanité vivent dans un état de dénuement matériel et de sous-alimen- tation qui devrait révolter la conscience de l'autre tiers qui, il faut bien le dire, à de rares exceptions près, ne s'en soucie guère. Grâce à des aides judicieuses, ces collec- tivités peuvent, évidemment, espérer réali- ser une croissance économique sur le plan d'une évolution de leur produit na- tional ; mais il leur est difficile, sinon impossible, d'atteindre à un progrès éco- nomique portant sur l'augmentation du produit disponible par tête d'habitant, l'effort économique se trouvant constam- ment épongé par le surplus démographi- que. Or, on s'accorde à penser que l'amé- lioration du niveau de vie est un élément qui conduit à discipliner l'instinct pro- créateur. Comme le remarque pertinem- ment A. Sauvy, la pratique contraceptive représente une volonté positive de refus de procréer : il faut avoir quelque chose à perdre dans la venue au monde d'un enfant pour que celle-ci s'exerce avec une force adéquate. Et cela suppose un minimum culturel et économique, autrem- ent dit un degré suffisant de maturité sociale. Quand un homme vit comme une bête, il se comporte comme une bête et se reproduit sans discernement.

Sans préjuger des moyens de les réali- ser qui présentent des difficultés sérieu- ses d'ordre psychologique, culturel et technique, l'impérieuse nécessité des pra- tiques contraceptives ne fait pas de doute pour le sociologue dans de tels cas. Mais il peut n'en pas aller de même pour le politique : selon les fluctuations de la doctrine, l'U.R.S.S. a, tour à tour, autorisé et interdit la contraception. C'est autre- fois Rosa Luxembourg, plaidant contre la « grève des ventres » pour ce que la force révolutionnaire dépendant de la misère de la classe ouvrière, il importait qu'aucune limitation des naissances ne vint risquer de relever le niveau de vie du prolétariat. La puissance collective étant fonction du nombre, c'est Hitler, vite imité par les fascistes italiens et les impérialistes japo- nais, sanctionnant avec une rigueur impi- toyable l'avortement et les pratiques con- traceptives afin de déterminer une ascen- sion du taux de la natalité qui deviendra, « a posteriori », le prétexte du dogme de l'espace vital.

Ainsi, me semble-t-il qu'aborder le pro- blème de la planification familiale sous l'angle démographique ou sous l'angle idéologique est une lourde erreur.

L'un et l'autre conduisent à sacrifier le

respect de la vie individuelle et de la vie du couple, dans un cas à l'intérêt de la collectivité, sous le prétexte d'expansion ou de protection (l'exclusion eugénique des tarés par exemple), dans l'autre à un dogme contestable dans ses fondements comme dans ses conséquences et indiffé- rent aux légitimes aspirations de bien-être matériel et psychologique.

Comme l'écrivait le journal « Ré- forme » dès 1951 : « Les règles morales que l'on formule à partir d'un dogme sont aujourd'hui inutiles ou dépassées. On ne parle pas de mariage et d'enfants sans par- ler aussi de salaire minimum, de crise du logement, de Sécurité sociale, et ces choses échappent au jugement moral. »

Il serait absurde de persister à ne pas reconnaître que l'étalon souhaitable, c'est la famille voulue dans les limites d'une harmonie clairement perçue entre le volu- me et les possibilités d'entretien. Le sens de la responsabilité, la volonté du couple, donc ce qu'il peut y avoir en lui de plus noble, et la procréation devenue un acte conscient, délibéré, visant à la mise au monde d'un enfant désiré, me semblent d'une essence plus valable que les « dis- tinguo » subtils de l'Eglise récusant tout « contrôle des naissances » mais en ad- mettant une « régulation » : en stricte mo- rale, on ne voit pas quelle différence il y a entre chasteté périodique d'une part, préservatifs masculins ou féminins d'au- tre part, dès lors que chacun de ces moyens tend, au bout du compte, vers le même but.

Comme l'a écrit Montherlant : « Quand on est incapable de prendre le point de vue de l'intelligence, on prend celui de la morale. »

Or ici, le point de vue de l'intelligence ne peut que se révolter de l'intolérable in- trusion dans l'intimité du couple que repré- sente l'atteinte, par quelque autorité que ce soit, à son droit absolu d'espace, voire de limiter le nombre des enfants qu'il désire, quel qu'en soit le motif.

Il ne peut que se révolter aussi de l'im- possibilité où l'on maintient la famille française de juger et de choisir librement : il n'existe point de véritable liberté dans l'ignorance.

Cette liberté ne pourra donc exister que le jour où seront promues en même temps non seulement les mesures sociales pro- pres à annuler les motifs économiques de la limitation des naissances et la liberté d'accès aux moyens modernes de cette li- mitation, mais aussi, et surtout, l'éduca- tion civique et l'éducation sexuelle hors lesquelles aucune contraception ration- nelle n'est ni réalisable ni pensable.

# Socialisme et planification familiale

EN avril 1961, lors de son premier Congrès national, le Parti Socialiste Unifié, à Clichy, invitait ses militants à partici- per activement à l'instauration d'une véri- table planification familiale.

Il y avait là l'approbation unanime d'un parti pour une initiative naturelle où s'ex- primaient à la fois son désir de liberté indi- viduelle et son souci de répondre à une attente profondément laïque de ses mili- tants. Il n'est pas sûr cependant que tous les problèmes soulevés par le planning fami- lial aient été bien vus lors de ce vote et il n'est pas mauvais de tâcher, ici, d'en cerner les contours pour bien préciser nos positions.

A priori, on doit en effet remarquer plu- sieurs choses.

La première est que le planning familial n'est sans doute pas la meilleure manière pour un parti qui construit encore son pro- gramme d'aborder le problème de la famille et de son rôle dans l'Etat socialiste. Et il est vrai que planifier les naissances revient finalement, et quoi qu'on en dise, à organi- ser le bonheur familial plutôt qu'à adapter la natalité et l'avenir démographique d'un pays. C'est en tout cas à ce niveau que se situe ce qu'il convient d'appeler le planning familial.

La deuxième raison est inscrite dans les buts immédiats du planning familial lui- même. Il ne faut pas demander plus que ce qu'il ne peut être à un mouvement qui se veut d'abord destiné à sauvegarder la santé et le bonheur du couple et de l'enfant par la promesse d'une procréation volontaire, par la possibilité de la domination de la nature

qu'il, lorsqu'elle est subie par l'ignorance et par l'impulsion du samedi soir, reste une nature dominatrice et aveugle, génératrice de drame plus que de bonheur.

Cet aspect est bien sûr à la base même du socialisme qui veut précisément prendre en main la nature pour la mettre à la dis- position de tous les hommes et de toutes les femmes. Mais il n'est pas sûr que ce soit par cette nature-là, par la procréation, qu'il faille d'abord envisager cette prise de pos- session de la terre.

La libération des travailleurs des contrain- tes sociales et économiques du milieu capi- taliste reste sans aucun doute notre première tâche. Le Parti Socialiste Unifié, s'il a été d'emblée favorable à l'idée de planning familial, n'est pas le créateur du mouve- ment, mais à l'usage, nous sommes amenés à reconnaître l'intérêt de ce mouvement par ce qu'il nous oblige à concrétiser à propos d'une entreprise limitée, certes, nos options qui sont précisément des options laïques et révolutionnaires.

Le Centre de Grenoble fonctionne mainte- nant depuis près de 10 mois, ses résultats sont palpables, son succès indéniable, si l'on apprécie ses 2.600 membres inscrits depuis sa fondation. Son retentissement dans l'opi- nion publique est évident et il ne faut pas chercher ailleurs les causes profondes de sa condamnation par le Conseil de l'Ordre des Médecins qui n'a évidemment pas les mêmes soucis du côté de Centres de Conseils Fami- liaux à caractère nettement confessionnel et beaucoup moins populaire.

(Suite page 8).



(Jo Berger.)

A Grenoble, en dix mois : plus de 2.600 inscrits.

Le succès même de ce Centre demande à notre Parti certaines réflexions touchant, en particulier, à son utilisation possible pour la cause que nous menons ; sera-t-il et est-il déjà un instrument de libération de l'homme et de la femme ? Il nous paraît fondamental de bien préciser tout d'abord à quoi répondait l'ouverture d'un tel Centre avant d'exposer les différentes incidences que peut avoir son existence sur notre travail de militant socialiste.

**La création de ce Centre dans l'esprit de ses promoteurs répond d'abord à une situation d'urgence ; la lutte contre l'avortement dans notre pays**

Rappeler des chiffres est toujours ici nécessaire. Ce sont eux qui expliquent le mieux cette urgence : 800.000 avortements par an, presque autant que de naissances.

Quand on sait le retentissement effroyable qu'a l'avortement sur la santé psychologique et physique d'une femme, d'un couple, d'une famille, on comprend immédiatement cet aspect de sauvetage qu'a, dès l'origine, pris le planning familial en France. Ne pas nous lasser de dire cela nous préservera déjà d'un certain nombre d'appréciations inexactes sur la vie de ces Centres. Le souci des promoteurs d'assurer une mise à l'abri de la femme soumise à sa fécondité naturelle, de procurer les moyens d'une telle libération, voilà ce qui donne déjà le sens et le ton de l'activité principale des Centres de planning familial.

Il ne faut pas non plus se lasser de rappeler que de tout temps, ce sont les classes défavorisées qui paient le plus lourd tribut au service diabolique de la « faiseuse d'anges » alors que depuis longtemps, cliniques de riches et services suisses proposent aux femmes aisées des moyens plus discrets — et surtout moins catastrophiques — de réparer l'erreur de la nature.

Il est bien certain que la réalisation d'une telle entreprise pourrait constituer à elle seule une raison d'être suffisante du planning familial. La réussite du Centre de Grenoble se jugera à ce niveau et donc à ses possibilités d'offrir ses services aux familles les plus menacées. La pénétration du planning familial dans les milieux populaires doit donc être notre souci majeur. Il n'est pas certain, d'ailleurs, que les structures actuelles du Centre de Grenoble permettent une telle réussite. L'orientation de la planification familiale sous la forme de dispensaires publics est sans doute la formule à mettre sur pied.

L'ouverture du Centre de Grenoble implique cependant d'autres exigences auxquelles le Parti Socialiste Unifié sera nécessairement particulièrement confronté. Bien que conforme au texte de la loi de 1920, l'existence en France du planning familial met en cause le principe même de cette loi.

**La révision de la loi de 1920, objectif naturel du Parti Socialiste Unifié**

Votée par la fameuse « Chambre Bleu Horizon », l'une des plus réactionnaires et nationalistes de la III<sup>e</sup> République, la loi de 1920 a véritablement manqué tous ses buts. Destinée à favoriser la repopulation après la grande guerre, elle a été suivie de la période la moins féconde de la population française. Votée pour lutter contre l'avortement, elle n'a pas empêché que leur nombre atteigne des chiffres catastrophiques. Qu'elle soit de juridiction criminelle ou correctionnelle, la répression a encore ici fait la

preuve de son échec (à peine 200 procès instruits sur 800.000 avortements).

Déjà, vue sous cet angle, la loi de 1920 peut être considérée comme caduque. Une limitation des naissances de fait existe en France et ceci au détriment de la santé même du couple qui invente au gré de ses lectures et de son imagination les moyens de freiner la nature. Imposée par une idéologie qui fait du mariage et du couple un seul instrument de repopulation, cette loi est très exactement une loi antilaïque. L'attitude du Parti Socialiste Unifié est donc à ce niveau parfaitement nette, interdire la contraception, c'est interdire à un couple de réaliser ses propres aspirations ; seule une idéologie partisane peut définir de telles aspirations comme uniquement vouées à la procréation.

Faut-il pour autant que nous proclamions le droit à une maternité volontaire au nom de la seule liberté individuelle ?

Certes, nous sommes fermement partisans d'une telle liberté mais celle-ci ne saurait, là comme ailleurs, suffire à déterminer notre action politique et nous savons bien à quoi mène la liberté lorsqu'elle est au seul service d'intérêts particuliers, d'égoïsmes de classes, de clans ou de familles. Il n'est, bien entendu, pas question d'envisager qu'un jour l'Etat socialiste nous demande de procréer plus ou moins selon qu'il aura plus ou moins besoin d'hommes ou de femmes. Nous affirmons, par contre, que la dynamique d'un Etat socialiste peut et doit créer les conditions d'une maternité volontaire en faisant prendre conscience à chaque famille de sa responsabilité particulière, et véritablement historique, dans la construction de l'Etat socialiste.

Nous savons aussi parfaitement qu'un tel Etat saura, en même temps qu'il donne un sens à la famille, lui offrir les conditions de son développement et de son épanouissement. Il nous faut donc opposer à la notion primitive de procréation libre, celle de maternité consciente et responsable.

Nous n'en sommes malheureusement pas là ; l'Etat qui nous gouverne n'a pas de politique de la famille et notre revendication essentielle sera bien l'abrogation d'une loi et sa transformation pour permettre à la liberté d'un couple de décider si dans les conditions où il vit, il peut se payer le luxe de mettre au monde un enfant.

Dans les conditions où il vit, cela veut dire conditions économiques, santé physique et santé psychologique de la mère et du père.

**Les buts du Parti Socialiste Unifié au travers du planning familial**

Ce sont précisément ces conditions de la famille française qui définissent le type de notre présence au sein d'un mouvement de planification familiale. Il me semble possible d'en dégager dès maintenant les grandes lignes.

Parti laïque, respectueux et nourri de convictions personnelles diverses, le Parti Socialiste Unifié a le devoir de montrer l'exemple d'une véritable laïcité dans ce domaine. Ce n'est sans doute pas le lieu d'approfondir une discussion qui relève plus de la recherche médicale, mais il semble indispensable de ne pas tomber dans un piège largement ouvert qui est de faire considérer le planning familial comme une entreprise avant tout désireuse de lutter contre une idéologie romaine, pour ne pas la nommer. Et ceci sous prétexte que nous admettons certaines techniques contraceptives interdites dans l'Eglise romaine.

Ramener les positions du planning familial à une telle querelle me paraît suffisamment pernicieux pour nécessiter une position

de principe dont l'application est rapidement possible. La pluralité des techniques susceptibles de montrer à des familles désireuses de vivre en conformité avec leurs convictions personnelles que telle technique naturelle est utilisable avec des risques que nous pouvons calculer et qui sont acceptés par de telles familles, pourquoi refuser une telle attitude qui ferait taire, une fois pour toutes, la malveillance de personnes qui veulent à tout prix nous enfermer dans une seule technique parce qu'ils la réprouvent et qu'ils la considèrent comme notre véritable base idéologique ?

Tactique ? Certes, et pourquoi le cacher puisque nous voulons servir tous les milieux quels qu'ils soient ; mais aussi position de principe d'une laïcité qui n'a, certes, pas besoin de donner des gages de fidélité, mais qui exige des membres du Parti Socialiste Unifié une attitude rigoureusement conforme à notre conception de la liberté.

Parti socialiste et révolutionnaire, nous devons savoir militer au travers du planning familial en faveur de tout ce qui cristalliserait une prise de conscience et une prise de pouvoir des classes laborieuses. Dans cette perspective, nous devons faire des Centres de planning familial autre chose qu'une simple officine de contraception et c'est, d'ailleurs, bien là le but du planning familial.

L'éducation du couple, sa libération des interdits, des tabous sexuels n'est pas le moindre des aspects de cette action. Parce que cette libération est la seule manière de donner aux hommes et aux femmes le moyen de profiter d'une nature qui, s'ils ne la soumettent pas, les écrasera sous le nombre et sous la misère physique et psychique. Il n'est pas douteux, si l'on tient compte du poids de l'Histoire sur notre civilisation, que de tels interdits jouent tout autant et sans doute beaucoup plus dans les couches populaires que dans les milieux dits intellectuels.

Mais bien plus encore le véritable besoin d'une politique de la famille doit être ressentie par ceux-là mêmes qui pourraient utiliser le planning familial. Dans la mesure où nous pourrions faire comprendre aux hommes et aux femmes qui utilisent les Centres de planning familial qu'une véritable procréation volontaire suppose aussi la possibilité de vouloir un enfant, dans cette mesure-là, nous aurons fait sentir tout le poids d'une politique de logement grossièrement insuffisante, d'un équipement scolaire et maternel embryonnaire, de conditions anormales du travail féminin. Autant de facteurs qui font de l'enfant un luxe, luxe insupportable s'il n'est pas à la portée d'un foyer. Chacun le sait : l'achat de luxe dans un ménage de pauvres, que ce soit une grosse voiture ou un petit enfant, se termine fatalement par la ruine du foyer.

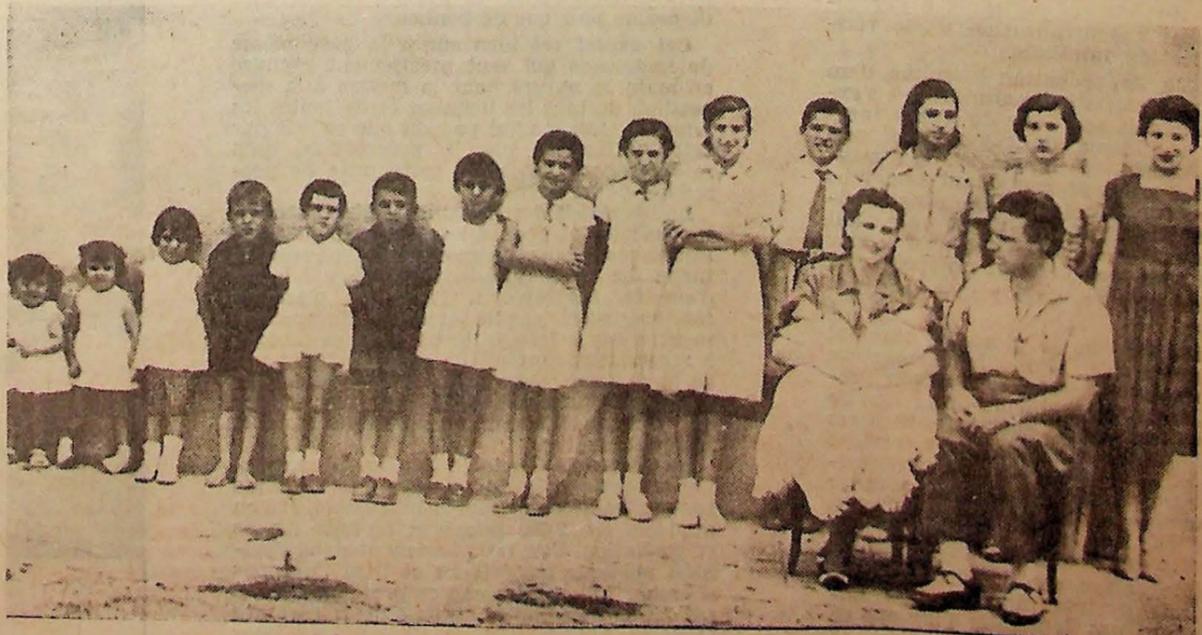
Certes, nous le disions en débutant cet article, il ne faut pas demander plus qu'il ne peut être à un planning familial qui veut parer au plus pressé. Ne rien faire qui entrave l'action éducative aussi large que possible de tels Centres et tout faire pour que nous soyons dans notre action les hommes qui lieront les problèmes de la famille et de la procréation aux luttes à venir pour une véritable démocratie socialiste, il semble bien que ce soit là notre meilleure et notre seule attitude possible pour faire du planning familial un élément de notre politique.

**Un centre de Planning familial existe aussi à Paris, 23, rue de Rochecouart (TRUdaine 47-27), ouvert tous les jours de 9 h 30 à midi et de 15 h à 19 h.**

LE CENTRE DE GRENOBLE



Une politique de la famille : ils ont reçu le prix Cognacq-Jay !

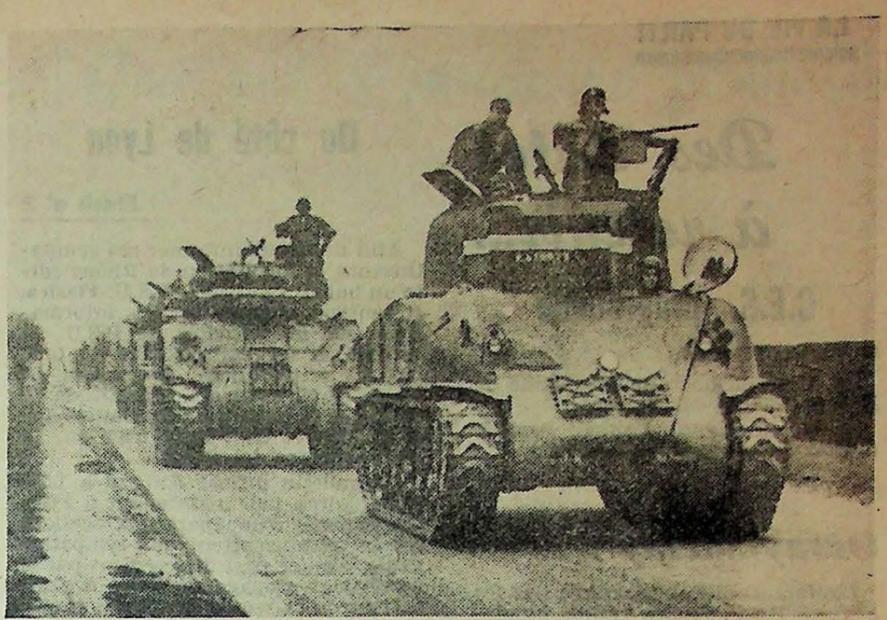


Une « belle famille pour Franco »... et une mère épuisée.



ESPAGNE 62 : Les illusions sont mortes

(A.D.P.)



ARGENTINE 62 : Au nom de la démocratie

(Agip.)

## Un pas en avant, un pas en arrière

**N**OUS le disions ici même il y a quelques semaines : la situation espagnole est beaucoup plus explosive qu'on ne le croit généralement. Et surtout la classe ouvrière espagnole commence à comprendre que c'est d'elle-même que tout dépend. Les illusions sont mortes. En même temps l'encadrement progresse. Les conditions se créent qui vont permettre au peuple espagnol, après tant d'années, de passer de la phase défensive à la phase offensive.

La récente grève des Asturies prend, dans ce contexte, une importance décisive.

Dans le cadre des accords conclus entre l'Etat et les Syndicats Verticaux, un rajustement des salaires devait être fait dans toute l'Espagne depuis six mois.

Or, dans les mines asturiennes, cet accord n'était pas appliqué. Selon la raison officielle, cette mesure entraînerait une augmentation du prix du charbon, déjà trop élevé et peu rentable, surtout si l'on considère les prix du Marché commun et l'alignement nécessaire pour préparer l'Espagne à l'entrée dans celui-ci.

Les mineurs, peu soucieux de ces raisons, réclamaient obstinément l'application de l'accord qui devait leur permettre de toucher 157 pesetas par jour, (14 NF environ en pouvoir d'achat), soit une augmentation de 12 % environ de leur salaire.

Débordant les syndicats officiels, ils commencèrent la grève. Au troisième jour de celle-ci, 70.000 mineurs sur les 80.000 du bassin avaient cessé le travail. Et le mouvement risquait de s'étendre encore, puisque les ouvriers de petites entreprises métallurgiques existantes entraient à leur tour dans le mouvement.

Mieux : des grèves de solidarité se déroulaient au Pays Basque, dans l'entreprise Basconia, près de Bilbao, et à Beasain, où de récents mouvements viennent d'avoir lieu.

Si l'on songe que la grève est interdite en Espagne, on ne peut qu'être frappé par l'extraordinaire puissance de ce mouvement.

En fait, toute grève en Espagne prend dès sa naissance un sens politique. Ses objectifs peuvent être économiques, mais la grève en elle-même signifie un affrontement entre le pouvoir et les grévistes, dont les conséquences, jusqu'ici, avaient été sévères pour ces derniers.

Or, précisément, et pour la première fois depuis de longues, de lourdes années, la grève s'achève par un triomphe. Certes, des arrestations pour « propagande subversive et communiste » ont eu lieu : 47 à ce jour. Mais le gouvernement a autorisé les Compagnies minières à procéder aux augmentations réclamées.

La mollesse de son intervention prouve, au demeurant, que les craintes étaient grandes, dans les milieux officiels, de voir cette grève s'étendre à travers le pays. L'exemple basque a dû confirmer cette impression.

Quoi qu'il en soit, l'encouragement est précieux. Comme en 1934, les mineurs asturiens donnent l'exemple. Nul doute que les leçons en seront tirées ailleurs.

Au seuil de ce 1<sup>er</sup> mai, on ne peut que se féliciter de cette manifestation du peuple espagnol dans sa lutte contre le franquisme.

**A** l'inverse, il semble bien que la situation en Argentine évolue défavorablement.

Le président Guido, présenté au départ comme un ami de Frondizi, a cédé à toutes les demandes de l'Armée et de la Marine.

En violation totale de la Constitution, aucun des gouverneurs élus n'a pu prendre ses fonctions. L'administration des provinces devient fédérale.

De même, les élus péronistes n'ont pu occuper leurs sièges à l'Assemblée. On s'oriente donc vers

une dictature militaire qui, au nom de la défense de la démocratie contre la subversion « péroniste-communiste-castriste », prend le pouvoir en violant toutes les lois fondamentales du pays.

Ce qui frappe, dans cette situation, ce n'est pas tellement l'attitude de l'Armée qui est dans sa logique, mais plutôt la mollesse des réactions des leaders péronistes.

La situation est tendue, certes, et risquerait d'entraîner le pays dans une guerre civile qui n'est souhaitée par personne.

Mais face à l'arrogance militaire et à ses exigences, les péronistes font preuve d'une modération singulière. Sabre de fer contre sabre de bois.

En réalité, il semble bien que les syndicalistes se battent sur le terrain légal pour faire la démonstration de l'irrégularité de la procédure de formation du gouvernement du président Guido.

Mais, en même temps, on peut se demander si Peron, craignant le développement du castrisme en Argentine, ne s'oriente pas vers une solution de « troisième force » et ne cherche pas à se concilier les faveurs des Etats-Unis, fort inquiets du sort de l'Alliance pour le Progrès.

Les contacts entre Frondizi et Peron sont pris. Il ne paraît pas impossible qu'un accord se fasse sur les bases du maintien de la légalité « démocratique ».

Bien entendu, tout ceci n'est qu'hypothèse. Les informations qui nous parviennent sont confuses et en grande partie orientées.

Au surplus, le 1<sup>er</sup> mai, date d'abord retenue par les syndicats pour le départ d'une grève générale, risque de transformer les choses.

Quoi qu'il en soit, l'Argentine reste au centre de notre attention.

Comme toute l'Amérique latine, dont l'évolution risque d'être très rapide maintenant.

André Albret.

## La reprise des essais nucléaires

**A**NSI Kennedy s'est soumis aux exigences de ses militaires, et malgré l'existence d'un stock américain estimé à plus de 3.000

bombes atomiques, il a ordonné la reprise des explosions atomiques dans l'atmosphère. On nous apprend, de plus, que cette explosion n'est que la première de toute une série qui s'annonce très importante et doit permettre aux Américains de rattraper, s'il en était besoin, le retard supposé qu'ils ont sur les Soviétiques.

Tout cela montre une nouvelle fois que l'équilibre de la terreur cher aux zélés du Pacte Atlantique n'est qu'un faux équilibre derrière lequel se profile la course aux armements et la volonté de faire chanter l'adversaire. Le paravent de « la défense du monde libre » dissimule très mal une volonté de puissance impérialiste, d'autant plus redoutable qu'elle se situe dans un contexte général de recul de l'impérialisme. Kennedy veut manifestement impressionner Khrouchchev et tous les chefs d'Etat non alignés qui, à la conférence des 18 sur le désarmement, avalent tenté d'arriver à une sorte de « modus vivendi » acceptable pour tous.

Aussi bien peut-on affirmer avec le plus grand calme qu'il s'agit d'une

décision criminelle dont il est difficile de mesurer les conséquences aujourd'hui. Elle est, de fait, inexcusable, si l'on se place du point de vue de l'intérêt des peuples — malgré le précédent des expériences soviétiques de l'automne dernier — car elle est en elle-même un élément de relance de la guerre froide.

Certes, on peut faire valoir qu'elle s'intègre à une politique d'ensemble qui comprend des positions plus nuancées sur Berlin et sur le problème allemand. Mais on peut se demander s'il est possible de souffler à la fois le chaud et le froid sans se trouver en face de résultats imprévisibles. C'est une question qu'on peut se poser d'autant plus que du côté français ou allemand, on est prêt à utiliser la moindre occasion pour torpiller une politique d'entente avec l'Est. Déjà les Soviétiques ont annoncé qu'ils allaient reprendre leurs propres expériences et il n'est guère besoin d'être prophète pour prévoir que la France gaulliste se sentira les coudees encore plus libres pour procéder à ses essais au Sahara.

C'est pourquoi, en présence d'une

situation aussi grave, il faut se féliciter de l'ampleur des manifestations anti-atomiques qui ont eu lieu un peu partout en Europe occidentale, en Grande-Bretagne, au Danemark et même en Allemagne occidentale. En Grande-Bretagne, il semble bien que le gouvernement Macmillan soit, en fait, amené à envisager de faire des concessions à ce mouvement populaire. Ailleurs, les gouvernements se voient adresser des avertissements. La France, par contre, fait malheureusement exception, et la question atomique n'a, semble-t-il, jamais beaucoup occupé les esprits.

Il faut bien se persuader que l'une de nos tâches est de changer cet état de choses. Nous devons à notre tour, en dehors de toute attache à un bloc militaire, rejoindre les efforts des autres mouvements européens de gauche.

Ce sera aussi une façon de préparer la lutte contre les forces réactionnaires qui sont à la tête de l'Europe des Six.

J.-M. Vincent.

### Communiqué du P.S.U.

Le Bureau national du P.S.U. communique :

Le P.S.U., qui s'est élevé contre toutes les explosions nucléaires, quels que soient les pays dans lesquels il a été procédé, proteste contre la nouvelle explosion décidée par les U.S.A.

Le P.S.U., solidaire de tous ceux qui, à travers le monde, mènent un combat contre l'utilisation militaire de l'énergie atomique, invite les hommes et les femmes de cœur à militer avec plus d'énergie que jamais pour le désarmement général et contrôlé.

26 avril 1962.

## Des dates à retenir...

### C.E.S. programme

- Mercredi 9 mai :  
La social-démocratie allemande de 1918 à 1960 (J.-M. Vincent).  
21 h. 44, rue de Rennes, Paris-6<sup>e</sup> (Métro Saint-Germain-des-Prés).

### Orsay-Saclay :

Conférence-débat organisée par les sections P.S.U. sur les grands problèmes de la politique internationale avec Yvan Craipeau qui parlera de la décolonisation, du Tiers-Monde, de la guerre des blocs et l'Europe, le :

JEUDI 10 MAI

18 h. 15, à Palaiseau, salle de la Justice de Paix.

Invitation à tous.

### Métallurgie :

Une Journée régionale d'études sur le problème de la métallurgie est organisée pour le dimanche 13 mai, au Palais du Travail de Villeurbanne.

- 9 heures : Ouverture. Tour d'horizon sur les accords d'entreprise récemment signés introduit par les sections Neyric et Merlin-Gérin, de Grenoble; Berliet, de Lyon, et Schneider, de Saint-Etienne. — Discussion.
- 10 h. 30 : Stratégie patronale et stratégie ouvrière, par Marc Serratrice, membre du C.P.N. — Discussion
- 13 heures : Repas en commun.
- 15 heures : L'action du P.S.U. dans les entreprises, par André Garnier, membre du C.P.N. — Discussion.

### Groupe "Assurances"

Le Groupe d'Action « Assurances » se réunira le

SAMEDI 12 MAI

à 15 heures, 8, rue Henner, en assemblée générale.

● Ordre du jour : Détermination des formes d'action dans les entreprises d'assurances.

### Beauvais

Jean Popereu, du Bureau national, tiendra à Beauvais une réunion d'information sur « Le Front Socialiste » le

MARDI 15 MAI

à 20 h. 30, salle du Théâtre provisoire.

## Du côté de Lyon

Flash n° 2

Afin de mieux informer ses sympathisants, la Fédération du Rhône édite un bulletin intitulé « P.S.U.-Flash ». Il contient chaque fois des informations sur les activités du P.S.U., et surtout sur ses positions face aux problèmes politiques immédiats. Le « Flash n° 1 » expliquait l'attitude du parti sur le problème des comités antifascistes et de l'unité d'action. Le n° 2 concerne les G.A.R.

Ce bulletin diffusé d'abord à 1.500 exemplaires, puis maintenant à 2.000, est adressé, d'une part aux sections qui le retransmettent aux sympathisants, d'autre part directement par le secrétariat-propagande à 200 organisations de la région lyonnaise (organisations politiques — même adverses — organisations syndicales, sociales, culturelles, familiales, de jeunesse, etc.) dans le seul but de les informer, à la manière d'une agence de presse.

Dans le même temps, plusieurs centaines de brochures « Qu'est-ce que le P.S.U. ? », « Service national de l'habitat » et des cahiers du C.E.S. ont été adressées à ces mêmes organisations.

### Un journal du Front socialiste

Renouvelant les initiatives prises antérieurement sur Oullins, notamment celle de l'Union des Forces Démocratiques dans la campagne du non au référendum du 28 septembre 1958, des Oullinois, appartenant à diverses organisations, ont décidé de publier un petit journal imprimé en 2 couleurs, tiré à 5.000 exemplaires.

On y lit un éditorial appelant à l'union sans exclusive sur la localité pour une démocratie nouvelle, et huit articles signés par des syndicalistes de diverses tendances, des anciens d'Algérie, des membres du Cercle Tocqueville (équivalent lyonnais du Club Jean-Moulin), du P.S.U., de Vie Nouvelle et du Christianisme Social.

De nombreuses personnes ont répondu à l'appel de la souscription « pour le Front socialiste ». D'autre part, ce journal a rencontré un écho favorable jusque dans les rangs d'autres organisations politiques de gauche, certains de leurs militants ayant demandé à prendre contact avec le « comité » du Front socialiste.

### Le J.S.U. de Beauvais

Dans le courant du deuxième trimestre, sur l'initiative de quelques membres de la section P.S.U. de Beauvais, a été fondé un groupe J.S.U. Ce groupe a pour but de donner aux jeunes une éducation politique réelle, et de faire pénétrer dans la jeunesse les idées socialistes.

Fort d'une trentaine de jeunes, il se réunit tous les 15 jours pour suivre des exposés et confronter des opinions diverses. Tout jeune encore, il espère étendre son influence auprès des Inorganisés et leur donner cette éducation politique qu'ils réclament et que personne ne leur donne dans les partis adultes.

# Plus que jamais SOUSCRIVEZ !

Le P.S.U. se porte de mieux en mieux. Partout les adhésions affluent. Les jeunes garçons et les jeunes filles nous rejoignent en grand nombre.

La modicité de nos ressources matérielles limite — hélas! — notre effort permanent de propagande, de recrutement, de formation. Beaucoup d'entre vous ont répondu à notre appel.

Nous avons besoin de plus d'argent pour travailler utilement.

Pourquoi les sections ne ver-

seraient-elles pas des cotisations mensuelles ?

Faites-vous collecteurs de fonds pour le P.S.U.

Versez et faites verser à Maurice Klein, 37, rue de Trévise, Paris-9<sup>e</sup> (C.C.P. 4435-35 Paris) les sommes qui permettront de mieux faire connaître le P.S.U.

Remplissez et faites remplir la déclaration ci-dessous.

Merci à tous.

Pour le Bureau National,  
Le Secrétaire: Edouard Depreux  
Le Trésorier: Maurice Klein

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse) .....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de ..... NF.

Date : .....

Signature : .....

## VOYAGE SPÉCIAL EN ISRAËL pour les J.S.U. et E.S.U.

Départ le 29 Juillet  
Retour le 19 Août

SEJOUR DANS UN KIBBOUTZ

Prix : 700 NF (tout compris)

S'adresser au Secrétariat National  
8, rue Henner - PARIS (IX<sup>e</sup>)

Places limitées

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
59-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

## Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris (XV<sup>e</sup>)  
SUF. 19-20

● Rédaction :

8, rue Henner  
Paris (IX<sup>e</sup>)  
FIG. 65-21 - TRI. 28-48  
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois ..... 5 NF  
6 mois ..... 10 NF  
1 an ..... 19 NF  
Soutien ..... 30 NF

● Publicité :

Geneviève Mesguiche  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup>.

# COOPÉRATIVE LES SPORTS

Tout le matériel de Plein Air à des prix populaires

## TENTES CARRÉES CAMP

2 Personnes	— PRIX NET	389 NF
3 »	»	459 NF
4 »	»	499 NF
5 »	»	579 NF
Familiale vis-à-vis	»	792 NF

## "OSCAR DU CAMPING"

Nomade Junior	— PRIX NET	773 NF
Capri 220	»	449 NF
Capri 240	»	574 NF
Capri 300	»	664 NF

SELECTION DE TOUTES LES GRANDES MARQUES

COOPÉRATIVE LES SPORTS — 6, rue de Paradis — PARIS X<sup>e</sup> — Téléph. : PRO 46-66  
Métro : Gare de l'Est et Château d'Eau — 3 étages d'exposition permanente (Se recommander de "Tribune Socialiste")



I DELFINI : « La difficulté d'être heureux. »

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

# ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avions tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuise rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6<sup>e</sup>), le bon de commande ci-dessous :



### L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT) ... la dernière merveille (L'EXPRESS) ... indispensable recueil (FIGARO) ... l'événement littéraire de l'année (ARTS) ... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION) ... "un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français. CLAUDE ROY (LIBÉRATION) etc... etc..."

### CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS

(France métropolitaine)

13,50 NF par mois (10 versements)

OU 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile  
Transport et emballage gratuits  
Faculté de retour et rien à payer d'avance

**BON**

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6<sup>e</sup>)

Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en  1  3  10 versements  
sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM ..... Profession .....

Adresse .....

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

## Qui est Francesco Maselli ?

CES temps-ci, les salles de cinéma sont moins fréquentées ; le critique attend vainement la sortie de films hors série ; il règne une atmosphère d'ennui et d'uniformité dans les exclusivités. Comment s'exciter sur la dernière chose où apparaît M. Elvis Presley ? La nouveauté, l'authenticité doivent être cherchées dans le circuit non commercial. Ainsi le 8 mai prochain (au cinéma Le Paris, 56, avenue de Saint-Ouen, métro Guy-Môquet, à 20 h. 30), le Ciné-Club Action présente deux films de Francesco Maselli.

Francesco Maselli a actuellement trente ans, et il a commencé fort jeune (en 1947) à travailler dans le cinéma : il a déjà derrière lui pas mal de courts métrages, une participation à quelques films à sketches (notamment en collaborant avec Cesare Zavattini, à *L'Amour à la Ville*, où il racontait « l'histoire de Caterina », le fait divers d'une fille-mère qui abandonne son enfant) et trois longs métrages : *Gli Sbandati*, *La donna del giorno* et *I Delfini*. Exception faite d'*Amour à la ville*, où il participa donc partiellement, se bornant d'ailleurs à suivre fidèlement Zavattini, aucun film de Maselli n'a encore été projeté commercialement en France. Il faut voir l'explication de cet état de choses dans le fait que les films de Maselli ne furent pas produits par une association de capitaux français et italiens, comme c'est le cas pour la plupart des films italiens que nous voyons ici, et qui sont juridiquement considérés comme « français ».

Les deux films que le Ciné-Club Action présente sont *Gli Sbandati* (qu'on peut traduire ici par : Les paumés) et *I Delfini* (Les Dauphins). Deux portraits de la bourgeoisie, à des époques différentes : dans *Gli Sbandati*, un jeune bourgeois découvre, au milieu des troubles qui agitent l'Italie la fin du fascisme, ce que peut signifier un engagement ; dans *I Delfini* de jeunes bourgeois vivant dans l'ennui et l'oisiveté d'une ville de la province italienne en 1960 découvrent à la fois la vanité de leur vie et la difficulté d'y être heureux.

Maselli, qui est communiste, décrit ce monde qu'il connaît bien avec compréhension et lucidité. A certains de ses camarades qui lui reprochaient un manque de netteté idéologique, il répondit (cité dans l'Entretien avec J. Carta, *Pcsitif* n° 43) : « Je prétends que, sur le plan précis de l'idéologie, l'influence de la dialectique de classe sur les psychologies et les attitudes morales, est aujourd'hui suffisamment subtile, contradictoire, pour que tout schématisme, tout dogmatisme ne trahisse pas la complexité du réel. »

Maselli, qui a collaboré aux premiers films d'Antonioni, qui proclame son admiration pour *La Terre tremble*, de Visconti, est plus qu'un espoir : c'est sans doute déjà l'un des tout premiers réalisateurs italiens. Nul doute que le public français, s'il est mis à même d'en juger, ne lui fasse l'accueil chaleureux qu'il mérite.

Marcel Ranchal.

### Du côté de chez Maspéro :

## La guerre de guérilla de "Che" Guevara

Le numéro 31 — trente et un... c'est déjà une belle collection ! — des « Cahiers Libres » est *La guerre de Guérilla*, d'Ernesto Che Guevara. L'on connaît suffisamment la figure de ce médecin argentin qui a lié sa cause à celle de la Révolution cubaine ; ce petit livre se présente sous la forme d'un manuel, essayant de tirer les leçons de l'expérience cubaine, décrivant certaines erreurs où les partisans du 26 juillet tombèrent et en tirant avec lucidité les leçons.

Le côté « manuel » n'est pas ce qui intéressera le plus directement le lecteur français ; qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, notre situation ne semble pas de celles qui se résolvent en employant la guérilla et les pittoresques instruments décrits avec croquis par Guevara. Mais cette réflexion sur la guérilla moderne est passionnante, car elle est l'envers exact du livre du colonel Trinquier, *La Guerre moderne*, dont j'avais parlé ici-même. Guevara montre, en deux mots, au début de son livre, comment l'absence de bases marxistes condamne radicalement toute interprétation hâtive de Mao Tse-toung, sur le seul plan de l'efficacité, et combien il est vain de vouloir, pour un colonel de l'O.A.S., « faire comme le F.L.N. » en sens inverse : « La guérilla compte alors sur l'appui total de la population locale ; c'est une condition sine qua non. Cela paraît évident lorsqu'on prend l'exemple des bandes de brigands qui opèrent dans une région. Ces bandes ont toutes les caractéristiques de l'armée de guérilla : cohésion, respect du chef, courage, connaissance du ter-

rain et souvent appréciation audacieuse de la tactique à suivre. Il ne leur manque que l'appui du peuple : inévitablement ces bandes sont neutralisées ou exterminées par la force publique. »

Retenons aussi la distinction entre sabotage et terrorisme, et la condamnation, au nom de l'expérience faite, de ce dernier ; le « manuel » de Guevara pourra sans doute, parions-le, servir à d'autres peuples, peut-être même en Amérique latine.

## Les mouvements religieux des peuples opprimés

Le livre de Vittorio Lanternari (400 pages en petits caractères...) n'est pas si redoutable qu'il paraît à première vue, il a même des côtés passionnants.

L'auteur (servi par une excellente traduction de Robert Paris) passe en revue différents mouvements religieux qui ont éelos récemment chez des peuples opprimés, généralement colonisés. La lecture de ce panorama fait apparaître comment une situation donnée peut se traduire par un élan religieux, seule évasion possible, élan qui vise à intégrer les forces dominantes pour s'en garantir : ainsi, la religion des Blancs colonisateurs est-elle assimilée, mêlée à la religion précédente autochtone, pour donner des mélanges, dont le plus connu au lecteur français était sans doute le Vaudou haïtien (grâce aux travaux d'Alfred Métraux.) mais dont les schémas se retrouvent en Asie, en Amérique ou en Afrique.

Le livre de Lanternari est en réalité une compilation, qui a les mérites et les défauts du genre ; il eût pu être parfois plus ordonné (ainsi, en nous décrivant le Peyotisme des Indiens d'Amérique du Nord, il nous parle abondamment de la Ghost Dance, comme si nous la connaissions, alors qu'il la traite dans un chapitre ultérieur) ; reconnaissons-lui le mérite d'être écrit assez alertement (les mots savants, comme par exemple « apotropeïque », non expliqués, sont rares) et de constituer un panorama extrêmement instructif. Mais face à ces avatars des religions dominantes, vient un doute : quel ethnologue, quel sociologue français fera un travail analogue sur les déformations intermédiaires des religions, réunira dans un panorama, dans une compilation, par exemple, les différentes matières dont un paysan sicilien, un industriel espagnol, un prêtre de la Mission de France, « vivent » le christianisme ?

P.-L. Thirard.

### PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 2 au 8 mai

### LA MAIN DANS LE PIÈGE

Film argentin (v.o.)

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre PROvence 63-40

Semaine du 2 au 8 mai

### LE CHEVAL QUI PLEURE

(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)

# Inauguration de l'ouverture à gauche :

LES augmentations de salaires dans le secteur public décidées par le gouvernement Debré avant le départ du Premier ministre n'ont pas apaisé le mécontentement des agents de ce secteur ainsi qu'en témoigne l'agitation qui règne chez les travailleurs de l'Etat, à Air France, dans les P. et T. et surtout à la S.N.C.F.

On sait que les travailleurs des services publics se plaignent de l'insuffisance de leurs salaires par rapport à ceux du secteur privé mais, en outre, la récente grève des cheminots a mis au premier plan une autre revendication : celle de la réduction de la durée de travail.

## Jusqu'au lock-out

Dans le secteur privé où les heures supplémentaires constituent souvent un complément de rémunération non négligeable, l'accent est plutôt mis, en dehors de l'augmentation de salaires, sur la revendication d'une quatrième semaine de congé payé. C'est le cas en particulier dans la métallurgie où l'action revendicative revêt également une certaine ampleur. Nous avons signalé l'intransigeance du patronat de cette branche dans la région parisienne à l'occasion de pourparlers récents avec les syndicats. Notons à ce sujet que F.O. a sollicité la médiation des Pouvoirs publics (demande accueillie avec une certaine ironie par la C.G.T.). Nous reviendrons d'ailleurs sur les conflits en cours dans le secteur privé qui vont parfois jusqu'au lock-out : cette mesure frappe 4.000 ouvriers et employés des Aciéries et Forges de la Loire, à Firminy, 600 ouvriers des Glaceries de Boussois à Wingles (Pas-de-Calais), 400 travailleurs des Pâperies de la Robertsau (Bas-Rhin), le personnel ouvrier de la Compagnie générale du lait, à Romilly.

## Relèvement du S.M.I.G. si...

Indiquons toutefois que le gouvernement paraît disposé à augmenter le S.M.I.G. au 1<sup>er</sup> juin prochain d'environ 2,4 p. 100, si l'indice des 179 articles reste en avril au niveau de mars. On voit mal comment il en irait autrement, l'élévation de l'indice résultant essentiellement de la hausse des légumes consécutive au froid : leurs prix ont en moyenne doublé par rapport à la même époque de l'année dernière ; le renchérissement des pommes de terre, en particulier, pèse sur les budgets familiaux et les nouvelles elles-mêmes ne cesseront d'augmenter jusqu'en juin.

## Les promesses de M. Pompidou : dès la fin de l'été (ou plus tard !)

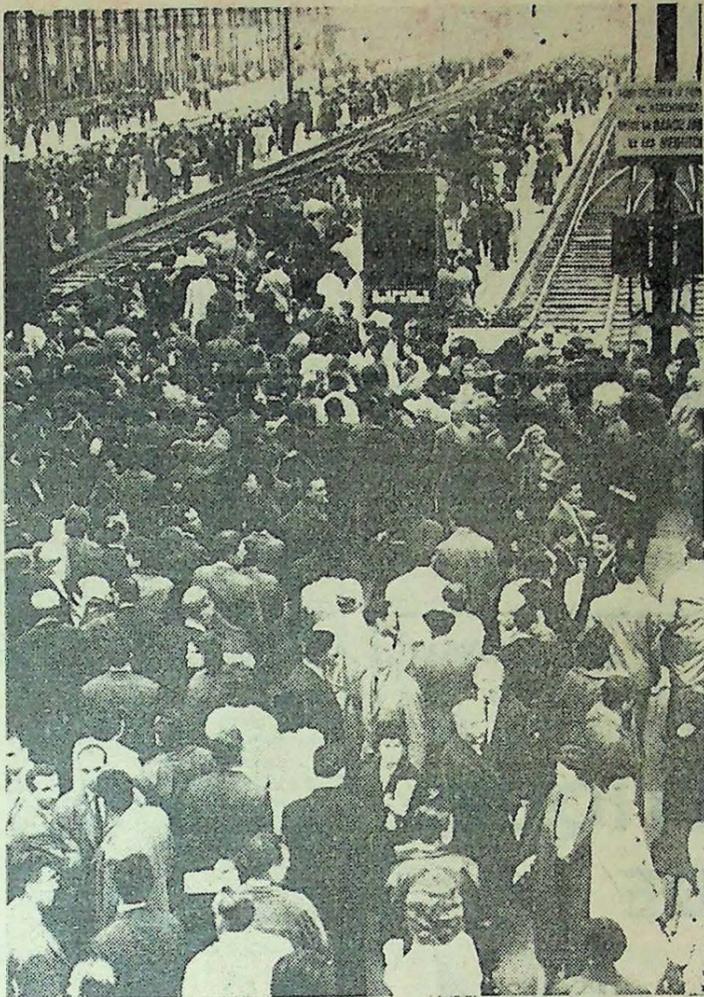
Le gouvernement ne peut ignorer tout cela. Aussi, dans sa déclaration d'investiture, M. Pompidou a non seulement souligné l'intérêt qu'il portait à la planification, et notamment à la collaboration des syndicats à celle-ci, mais il a encore fait des promesses : « Dès la fin de l'été, le gouvernement ouvrira cette confrontation au cours de laquelle seront évoqués notamment les problèmes que pose la situation des agents de la fonction publique et des grands services publics. »

En dehors de l'attention accordée au secteur public, on retrouve ici la tendance à mettre sur pied une économie « concertée », — tendance qui avait déjà été exprimée par Giscard d'Estaing sous le précédent gouvernement. Nous avons signalé le scepticisme manifesté par les syndicats à cet égard. A en juger par les réactions de leurs leaders, il ne semble pas avoir été modifié par les déclarations de Pompidou dans un contexte dominé par la reprise de l'agitation sociale, au lendemain de la grève des cheminots.

## Syndicats : scepticisme et réserves

A la C.G.T., il va de soi qu'on ne se fait, comme l'indiquait Léon Mauvais, « aucune illusion quant au gouvernement de Pompidou, représentant-type des hautes banques et des monopoles ».

A la C.F.T.C., Eugène Descamps a souligné de façon plus précise que n'étaient pas atténuées « les réserves extrêmement graves que la C.F.T.C. n'a cessé de faire tant en ce qui concerne le régime lui-même qu'en ce qui concerne la politique économique et sociale », et il a ajouté : « Nous voulons bien parler de « politique des revenus », à condition que le terme « revenus » ne signifie pas seulement « salaires ». Nous ne refusons pas les « confrontations rationnelles » mais à



(A.D.P.)

## La "grogne" des cheminots

condition que le nécessaire ait été fait pour que le syndicalisme soit mis à même de se présenter à ces confrontations à « armes égales » en face de ses partenaires, en face du patronat et cela suppose bien des changements à tous les niveaux de l'entreprise, à l'échelon national.

Dans l'ensemble, la C.F.T.C. est pour une participation réelle des syndicats au IV<sup>e</sup> Plan mais elle n'entend pas que soit aliéné leur droit de « contestation ».

Les mêmes tendances se retrouvent à Force Ouvrière où l'on se prétend toujours partisan de la juste mesure. C'est ainsi que Bothereau vient de déclarer à propos de la planification qu'elle « doit laisser certaines marges à la discussion, autrement les syndicats se trouveraient intégrés dans la ligne politique du gouvernement ». Il a dénoncé le risque de voir le syndicalisme « devenir l'agent d'exécution du programme gouvernemental », ce qui le priverait de « ses moyens de pression, voire d'expression ».

## Pourquoi la grève des cheminots ?

Il est vrai que l'origine de la grève des cheminots était des plus minces : un jeune élève conducteur électrique du dépôt d'Avignon est recalé pour connaissances insuffisantes des règlements de sécurité. Le personnel roulant débrayait pour protester contre ce qu'il considère une brimade. Cependant, le mouvement tend à faire tache d'huile sur les régions Sud-Est et Méditerranée et gagne une partie du personnel exploitation. La C.G.T. pousse à l'extension du mouvement sans donner officiellement l'ordre de grève. Seule F.O. s'y oppose, condamnant des « actions désordonnées dont les objectifs réels sont extra-professionnels » (grief traditionnel contre la C.G.T.).

Le mouvement est donc né chez les agents de conduite qui se plaignent des « roulements » qui les tiennent trop longtemps éloignés du domicile familial. A noter qu'il s'agit d'une catégorie qui, au moment des grèves, occupe une situation stratégique, — d'une catégorie où règne également un certain esprit corporatiste (les conducteurs de trains ont des salaires plus élevés en moyenne que les autres agents de la S.N.C.F., ce qui

apparaît justifié par les responsabilités et les servitudes du métier).

## D'Avignon aux 45 heures

Toutefois, le mouvement né à Avignon se transforme en une grève d'opposition aux sanctions (qui frappent en principe les agents ayant cessé leur service en dehors d'une notification écrite adressée à la S.N.C.F. par une fédération syndicale représentative), puis en une grève pour la réduction de la durée hebdomadaire du travail, pour la semaine de 45 heures, première étape vers le retour aux 40 heures.

C'est cette revendication que les représentants de la C.G.T. devaient mettre en avant lors de la réunion convoquée le soir du 23 avril au ministère des Travaux publics, réunion à laquelle participaient tous les syndicats représentés à la commission mixte du statut.

A la suite d'une suspension de séance, le président de la commission, M. Joubert, déclarait vers minuit qu'il ne pouvait prendre aucun engagement à ce sujet...

Le lendemain, les Fédérations C.G.T. et C.F.T.C. lançaient un appel commun pour une journée d'action pouvant comporter des arrêts de travail allant jusqu'à 24 heures. Elles justifiaient ce mouvement terminant les actions entreprises les jours précédents en faisant état de « l'intransigeance du gouvernement en ce qui concerne la réduction et les conditions de la durée du travail et de l'insuffisance des salaires et des retraites ».

La Fédération F.O., au contraire, déclarait que la journée du 25 avril constituait « une opération contre-feu destinée à trouver une issue à des mouvements d'agitation sporadique ».

Les cadres autonomes et C.G.C., tout en reconnaissant le bien-fondé des revendications, déploraient également le caractère anarchique du mouvement à ses débuts et demandaient à leurs adhérents de ne pas entraver la grève. La Fédération autonome des agents de conduite qui avait refusé l'unité d'action proposée par la C.G.T., demandait à ses militants de ne s'engager que « là où il y aurait des accords locaux conformes au programme établi par la conférence intersyndicale des agents de conduite arrêté le 30 avril 1959 »,

c'est-à-dire limités aux revendications des conducteurs et des mécaniciens (bel exemple d'esprit catégoriel !).

Il est important également de savoir comment centrales et cheminots ont réagi le 25 avril.

Malgré tout, la grève du 25 avril devait être largement suivie quoique de façon inégale selon les régions et les centres ferroviaires. Des perturbations importantes ont affecté aussi bien les grandes lignes que les lignes de banlieue.

Il est incontestable que la C.G.T. a joué un rôle essentiel en cette affaire. La position dure qu'elle a prise est conforme aux recommandations confédérales au lendemain du cessez-le-feu, recommandations appliquées d'autant plus volontiers par la direction communiste que le P.C. doit manifester avec vigueur son opposition après avoir appelé à voter « oui » au référendum. (La Fédération C.G.T. des cheminots est une des plus communistes et une des plus puissantes de la centrale alors que la Fédération F.O. est une des plus mollettistes et une des plus faibles de Force Ouvrière.)

Cependant, il est évident que le climat à la S.N.C.F. est actuellement favorable à l'action. Aussi les dirigeants cégétistes ont pu soutenir que l'incident d'Avignon n'était que « la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase ». D'autre part, la Fédération C.G.T. a déclaré : « La grève du 25 avril est un avertissement sérieux qui ne manquerait pas d'avoir des suites dans le cas où le gouvernement persisterait dans l'intransigeance qui a provoqué le conflit. »

## Une revendication « tache d'huile »

Cette grève a posé avec plus de netteté que les précédentes le problème de la réduction de la durée du travail. Les syndicats ne manquent pas de faire observer que les progrès de la productivité à la S.N.C.F. justifient cette réduction et que, selon un rapport du Bureau International du Travail, les cheminots français sont ceux qui travaillent le plus en Europe à l'exception des Grecs. D'autre part, les agents des services centraux et régionaux de la S.N.C.F. font 45 heures par semaine.

Pourtant, le gouvernement n'est pas pressé de satisfaire une revendication peu conforme aux recommandations du IV<sup>e</sup> Plan et qui, dans le cas de la semaine de 45 heures, obligerait la S.N.C.F. à embaucher 10.000 agents supplémentaires, ce qui représenterait environ 100 millions de NF à ajouter au chapitre « dépenses de personnel ». Par ailleurs, le gouvernement redoute d'être amené à consentir des avantages semblables à tous les travailleurs du secteur public.

En tout cas, si l'on replace la grève des cheminots dans son contexte général, elle apparaît comme la première manifestation sérieuse venant troubler en métropole l'euphorie relative qu'avait suscitée le référendum-plébiscite du 8 avril. Une fois de plus, l'infanterie de la classe ouvrière a bougé...

## Vers une nouvelle explosion ?

CEPENDANT, l'agitation dans le secteur public ne se borne pas à la S.N.C.F.

Des débrayages viennent d'avoir lieu dans les P. et T., notamment dans plusieurs services parisiens, sous l'impulsion de la C.G.T. et parfois de F.O. Les revendications mises en avant concernent l'amélioration des salaires et des conditions de travail ainsi que l'augmentation des effectifs dont nous avons déjà souligné l'insuffisance.

Débrayages également à Air France, en particulier à Orly, où le personnel à terre revendique une amélioration des conditions de travail. Plusieurs départs annulés.

Dans les arsenaux et manufactures, une journée revendicative a été organisée le 26 avril par la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. Des arrêts de travail ont eu lieu.

A noter enfin la grève des cameramen de la R.T.F. qui, lancée le 26 avril pour 24 heures, a été reconduite pour le 27.

Mais la situation dans le secteur public reste dominée par l'agitation qui se manifeste à la S.N.C.F. Les agents ayant participé aux mouvements récents restent menacés de sanctions qui peuvent créer le climat favorable à une nouvelle explosion, surtout si la réunion de la commission du statut, prévue pour le 10 mai, n'aboutit à aucun résultat positif. Le mouvement pourrait alors s'étendre à d'autres entreprises du secteur public.

Maurice Combes.